

«LA FAUTE À LA SPÉCULATION»

p.3

Pêche traditionnelle

VERS SON INTRODUCTION DANS LES ZONES CÔTIÈRES ÉLOIGNÉES

La Méditerranée algérienne a une pêche artisanale qui se situe parmi les activités à petites pêches et une faible rentabilité. La pêche artisanale en Algérie est une source de vie des pêcheurs complétée dans certains cas par d'autres activités comme l'agriculture et le commerce.

Lire page 6

Le Chiffre d'Affaires

Quotidien algérien de l'économie et des finances

N°1043 - 4^e année - Mardi 1^{er} avril 2014 - Prix : 10 DA

www.lechiffredaffaires.net

Environnement des affaires

La Coface retire la perspective négative de l'Algérie

Dans son nouveau «Panorama risque pays» du printemps 2014, le groupe d'assurance-crédit à l'exportation pour les entreprises françaises, Coface révèle que l'Algérie n'est plus pénalisée par une surveillance négative en matière d'environnement des affaires.

Lire page 2



Un système d'échanges de données entre les Banques et les Douanes mis en place

CLIN D'ŒIL À L'OMC À LA VEILLE DE NOUVELLES NÉGOCIATIONS

On en parlait depuis des mois, voire des années. C'est aujourd'hui, chose faite. Un nouveau système d'échanges de données entre les Douanes algériennes et les banques étatiques a été récemment mis en place. Selon la direction des Douanes, l'objectif est de permettre une meilleure visibilité dans l'immédiat, concernant le mouvement des versements et de la solvabilité, mais aussi de permettre de dépasser les lourdeurs administratives vis-à-vis des partenaires étrangers dans les affaires de transactions et de commerce international

Lire page 5

Supplément / agro

Pour encourager les jeunes à investir dans la pêche



LA FORMATION ET LE RECYCLAGE SONT NÉCESSAIRES

Lire page 11 et nos articles pages 12 et 13

6^e conférence sur le développement des TIC 2014

UNE SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION PROCHAINEMENT EN ALGÉRIE

p. 6

Pollution industrielle à Oran

CINQ UNITÉS DE PRODUCTION FERMÉES

p. 9

Environnement des affaires

La Coface retire la perspective négative de l'Algérie

Dans son nouveau «Panorama risque pays» du printemps 2014, le groupe d'assurance-crédit à l'exportation pour les entreprises françaises, Coface révèle que l'Algérie n'est plus pénalisée par une surveillance négative en matière d'environnement des affaires.

Par Hafid Mesbah

En fait, la Coface explique que l'Algérie (note B) bénéficie «des mesures d'assouplissement du cadre des affaires (de) la loi de finances 2014, prévoyant notamment l'allègement des procédures d'agrément des projets d'investissements étrangers».

Le groupe fournit un aperçu de

l'environnement des affaires de 160 pays et des risques d'impayés, dans le cadre de transactions commerciales à court terme, des entreprises. Il les note sur une échelle de sept niveaux, A1, A2, A3, A4, B, C, D, dans l'ordre croissant du risque, rapporte le site Econostrum.

En attribuant une note positive à l'Algérie, la Coface prend acte de l'instabilité politique de la Turquie qui passe en note A4

en 2013, dû au «durcissement de la politique monétaire et à une forte inflation».

Autre évolution notable, l'instabilité politique et les «pesanteurs liées à l'ancien régime» entraînent une dégradation de la note sur l'environnement des affaires (de A4 à B) de la Tunisie. L'étude prend aussi en compte le rapport 2014 sur la Compétitivité internationale du Forum économique mondial, constatant un surenchérissement «du secteur informel, de la corruption et de la contrebande».

La Bosnie-Herzégovine reste mal notée (C pour le risque pays et D pour l'environnement des affaires). L'étude constate des «tensions sociales croissantes», une croissance «molle» due à la faiblesse de la demande interne et des finances publiques «sous perfusion de l'aide internationale».

H. M.



KARIM DJOUDI,
MINISTRE DES FINANCES

«La LF2014 introduit un allègement des procédures d'agrément en faveur des projets d'investissements étrangers directs ou d'investissement en partenariat avec des capitaux étrangers. Le texte introduit un allègement des procédures d'agrément en faveur des projets d'investissement étrangers directs ou d'investissement en partenariat avec des capitaux étrangers».

avec surveillance négative. La Coface table sur un ralentissement de la croissance en 2014, à +2% contre +3,8%

Fabrication du fromage de chèvre

Formation à Blida

À partir du 6 avril, une session de formation sur la fabrication du fromage de chèvres sera organisée à Blida au profit des éleveurs de caprins des différentes wilayas du pays. Plus d'une quarantaine d'éleveurs de caprins prendront part à cette formation initiée par l'association des éleveurs caprins de l'Atlas blidéen (Atlas-Cap).

Le thème principal retenu pour

cette deuxième session, après celle organisée l'année dernière, est relatif à «la réalisation d'une usine traditionnelle de fabrication fromage de chèvre», a-t-il ajouté, précisant que la formation sera encadrée par Arezki Ait Abdelkrim, spécialiste et lui-même fabricant de ce type de fromage dans la wilaya de Tizi Ouzou.

De son côté, le président de

l'association Atlas-Cap, Ali Kouhoub, a affirmé que la formation se déroulera sous forme de stages pratiques, ce qui permet aux participants ayant commencé à exercer cette activité d'approfondir leurs connaissances et aux éleveurs de caprins désirant s'initier à la fabrication du fromage traditionnel d'«apprendre le métier et de maîtriser ses contours».

Focus

Gourcuff avec l'Algérie ?

Accompagné de Yazid Mansouri, son ancien joueur à Lorient, désormais membre fédéral des instances dirigeantes du football algérien, Christian Gourcuff était en Algérie ce dimanche. L'entraîneur français, qui va très certainement quitter les Merlus au terme de la saison, aurait rencontré Mohamed Raouraoua et visité les installations de Sidi Moussa, l'équivalent du centre de Clairefontaine pour la sélection algérienne. Pour l'instant, en Algérie, son nom est surtout associé à la sélection olympique. Toutefois, le président Raouraoua, à la recherche d'une solution en cas de départ de Vahid Halilhodzic, est obligé de sonder le marché pour ne pas être en difficulté au mois de septembre prochain.

Distinction au documentaire « Retour à Montluc » au Festival du film de Mascate

Retraçant le parcours carcéral dans les couloirs de la mort de Mustapha Boudina, rescapé de la guillotine durant la guerre de libération nationale, le documentaire « Retour à Montluc », du journaliste-réalisateur algérien Mohamed Zaoui, vient d'être distingué du Trophée suprême, le Poignard d'or, au Festival international du film de Mascate (Oman). Ce film-documentaire d'une durée de 62 mn, produit et réalisé en 2012 sur fonds propre est construit sur une série de témoignages d'hommes politiques français, d'avocats, historiens et anciens détenus du Fort Montluc à Lyon (France) qui livrent leurs points de vue respectifs sur le système colonial français et le refus des autorités coloniales de reconnaître la légitimité de la lutte du peuple algérien pour le recouvrement de son indépendance.

Première transplantation rénale au CHU de Batna

Pour la première fois, une transplantation rénale a été pratiquée au centre hospitalo-universitaire (CHU) de Batna, par une équipe de chirurgiens conduite par le Pr. Hocine Chaouch, chef de service de chirurgie thoracique et cardiovasculaire au CHU Mustapha-Bacha d'Alger. L'équipe du Pr. Chaouch qui se trouve dans la capitale des Aurès pour deux journées, aura à pratiquer deux interventions de ce type sur deux couples (deux donneuses femmes et deux receveurs hommes).

L'UGCCA et la flambée des prix

«La faute à la spéculation»

Le phénomène de la spéculation et des intermédiaires qui s'enrichissent aux dépens des citoyens, est souvent à l'origine de la hausse des prix.

Par Narimane Rezgane

«**L**a spéculation, conséquence de la désorganisation au niveau des marchés de gros de fruits et légumes, est à l'origine de la hausse des prix de ces produits, observée depuis quelques jours», a estimé hier, l'Union générale des commerçants et artisans algériens (Ugcaa) dans une déclaration à l'APS. Dans ce sillage, Mustapha Achour, président de la Fédération nationale des marchés de gros, relevant de l'Ugcaa à indiqué que «La flambée des prix de fruits et légumes s'explique, souvent, par la spéculation due au manque d'organisation et de contrôle au niveau des marchés de gros». En effet, avec l'entrée d'un printemps difficile, les prix des fruits et légumes connaissent une hausse. Les prix de certains produits de large consommation s'affichaient allègrement dans des fourchettes élevées par rapport à la moyenne de la saison. Le prix de la pomme de terre a atteint les 50 DA le kilo, la tomate 140 DA/k, la courgette 120 DA/k, la carotte (70 DA/k), la pomme (100 DA/k) ou encore la banane (180 DA/k), des «hausse vertigineuses» pour le citoyen algérien, a affirmé ce responsable. «La bourse



des prix est définie selon la disponibilité des produits mais plus la production baisse, plus la spéculation gagne du terrain. Faute de régulation», a-t-il estimé.

D'après ce dernier, «60 à 80% des fruits et légumes écoulés sur le marché passent par des mandataires informels». Il souligne également qu'«avec l'arrivée de la récolte de la prochaine saison en avril et mai

va permettre de soutenir les prix et limiter les augmentations».

Par ailleurs, le président a plaidé pour la réhabilitation des infrastructures commerciales existantes et la réalisation d'autres marchés de gros et détail de fruits et légumes en vue de mettre fin à la désorganisation de ces espaces. Il y lieu de souligner qu'en Algérie, il y a 1 597 marchés dont 43 dédiés au commerce de gros de fruits et de

légumes et 654 de détail et 623 sont des marchés hebdomadaires, mais mal répartis à travers le territoire national surtout pour les marchés de gros. A cet égard, notons qu'un décret exécutif fixant les conditions et modalités d'implantation, d'organisation et de fonctionnement des espaces commerciaux, ainsi que l'exercice de certaines activités commerciales, a été publié en 2012 pour mieux organiser les

transactions commerciales à travers notamment l'introduction de la lettre d'accompagnement que l'agriculteur doit remettre désormais au mandataire afin d'assurer la traçabilité du produit. Une mesure qui devait contribuer à lutter contre la multiplication des intermédiaires qui opèrent dans le circuit de distribution des fruits et légumes, dont les prix ont sensiblement augmenté ces dernières semaines. N. R.

Belaïd Belaïz, à propos de la lutte contre les accidents de la route

«S'inspirer des expériences européennes»

«**I** faut s'inspirer des expériences européennes pour réduire davantage le nombre d'accidents de la circulation routière et par conséquent le nombre de morts et de blessés sur nos routes» a déclaré, hier, Belaïd Belaïz, ministre d'Etat et ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, au cours de l'inauguration du salon national des nouvelles technologies de la sûreté nationale, ouvert au Palais des expositions d'Alger du 31 mars au 2 avril ; durant lequel il était accompagné par Abdelghani Hamel, directeur général de la sûreté nationale (DGSN) et Abdelkader Zoukh wali d'Alger. Ainsi le ministre a souligné, au cours de la visite des stands, la nécessité pour la direction générale de la circulation routière de voir d'autres expériences usitées dans le monde avec des résultats à l'appui pour mettre fin l'hécatombe routière en Algérie. Ainsi le tableau d'affichage indique, à titre de rappel, 17 363 accidents en zone urbaine, 27 544 en zone rurale, avec leur 20 462 blessés dans les villes, 49120 en campagnes et montagnes, ainsi que le décès de 4 540 personnes (792 en villes et 3748 en campagnes et montages), et

ce, durant l'année 2013. En termes de classement, Alger occupe la première place avec 1170 accidents, Sétif en deuxième position avec 1 083, Bordj Bou Arreridj en troisième position avec 717, Biskra avec 692, Tlemcen 632, M'sila 612, Batna 539 et Mascara avec 555 accidents de la circulation routière durant la même année. Au niveau d'un autre stand, un responsable de la DGSN regrette que la disposition 87 du code de la route ne trouve pas encore application au niveau des écoles en termes de sensibilisation des enfants sur les dangers de la circulation routière. La délégation ministérielle s'est également arrêtée longuement au niveau du stand exposant les nouvelles technologies de la sûreté nationale ou des éclairages ont été présentés en termes de nouvelles acquisitions. « Il s'agit essentiellement des technologies récentes permettant la surveillance et le contrôle des véhicules et de personnes recherchées ainsi que de démantèlement des réseaux de drogue ou d'autres criminalités à distance par le biais de caméras de surveillance et de visioconférence qui relie les sûretés de wilaya. Ainsi le responsable a souligné la solution de transmission héliportée

utilisée en cas de catastrophes naturelles ou l'hélicoptère peut jouer un rôle de relais de radioélectrique afin d'assurer la continuité des communications radio par les forces de police sur le terrain ». Il a été souligné en outre la disposition d'un système de radio de communication numérique.

Il y a aussi l'exposition de la technique relative au contrôle automatique des plaques d'immatriculation comme solution permettant d'identifier sur le terrain toutes les personnes à partir de leurs plaques d'immatriculation et de numéros de châssis. Plus de 100.000 infractions électroniques et 178 000 affaires criminelles ont été traitées entre 2013, selon un autre responsable de la police judiciaire de la DGSN. La délégation ministérielle s'est également arrêtée au niveau d'autres stands exposant d'autres technologies relatives à la détection de traces criminelles et identification de personnes recherchées par la police judiciaire, avant de signer le registre d'ouverture du salon national des nouvelles technologies de la sûreté nationale par le ministre de l'Intérieur.

Meziane Atmani

Population

L'espérance de vie des algériens a augmenté

«L'espérance de vie à la naissance est passée en Algérie de 76,4 ans en 2012 à 77 ans en 2013, enregistrant une amélioration de 7 mois» a souligné, l'Office national des statistiques (ONS). En effet, à la lumière de ces statistiques, il ressort que «la part de la population âgée de moins de cinq ans continue sa progression, passant de 11,2% en 2012 à 11,4% en 2013, et que «la part de la population âgée de moins de 15 ans connaît elle aussi une ascendance, passant de 27,9 % à 28,1% durant la même période». S'agissant de la population en âge d'activité (15 à 59 ans), et toujours selon l'ONS, elle «continue d'enregistrer une régression en reculant ainsi de 64,0% à 63,6%», durant la même période, alors que «la part des personnes âgées de 60 ans et plus, continue toujours sa progression et passe de 8,1% en 2012 à 8,3% en 2013, soit un volume de 3.188.000 personnes». D'autre part, «le volume de la population féminine en âge de procréer (15-49 ans), a connu une augmentation de 100.000 par rapport à 2012 atteignant ainsi 10,6 millions de femmes», selon l'office.

R. N.

Zohra Derdouri à partir de Dubaï

«Une société de l'information prochainement en Algérie»

Lors de la 6^{ème} conférence sur le développement des TIC pour l'année 2014 organisée par l'Union internationale des télécommunications (UIT) et qui se tient aux Emirats arabes unis sous le thème : «La large bande pour un développement durable», la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication, Zohra Derdouri, a mis en exergue à Dubaï, la volonté et l'engagement de l'Algérie à mettre en place une société de l'information «inclusive» et à bâtir une économie numérique fondée sur le savoir.

Par Narimane Rezgane

Intervenant lors de la conférence sur le développement des TIC pour l'année 2014, Mme Derdouri a affirmé selon l'APS, que «cette réforme traduit la volonté et l'engagement de mon pays à mettre en place une société de l'information inclusive et à bâtir une économie numérique fondée sur le savoir». Dans ce sillage, elle a rappelé «l'importante réforme qu'a connue son secteur en l'an 2000, précisant qu'aujourd'hui, le fruit de cette réforme se traduit par une ouverture totale du marché et une introduction massive des TIC». De plus, la ministre a fait savoir également que l'Algérie, depuis son adhésion à l'UIT en mai 1963, «a toujours manifesté son intérêt à ses travaux et n'a jamais manqué de soutenir les normes et recommandations internationales approuvées». A ce propos, elle a souligné que le pays trouvait un «intérêt majeur» à être présent au niveau des instances internationales d'études et de normalisation. Comme elle assure que «l'Algérie a toujours participé et continuera à prendre part aux événements qu'organise l'UIT». Mme Derdouri a également affirmé que le gouvernement algérien continuera d'apporter sa contribution «positive» aux initiatives du Bureau de développement de l'UIT et notamment les recherches et études menées au sein de ce Bureau. Concernant la



Conférence de Dubaï de 2014, la ministre a indiqué que le plan d'action qui sera adopté lors de cette réunion «déterminera l'orientation des activités futures du Bureau du développement des télécommunications de l'UIT pour les quatre prochaines années». Dans ce contexte, elle a précisé que parmi les contributions que présentera l'Algérie, il y aura une résolution sur la confiance numérique ainsi qu'un amendement

de résolution sur l'utilisation des TIC dans la gestion des catastrophes. «En effet, un environnement de confiance électronique dépassant les frontières des pays doit être assuré. L'identification numérique des acteurs impliqués dans ces transactions est un préalable à leur généralisation et Nécessité de vulgarisation de TIC dans la gestion des situations d'urgence et des catastrophes» a-t-elle dit. En outre, Mme Derdouri a estimé «nécessaire» aujourd'hui de vulgariser l'utilisation des TIC dans la gestion des situations d'urgence et des catastrophes, comme ceux liés au changement climatique, afin, de fournir une assistance ciblée

aux pays les moins avancés ayant des besoins particuliers. «D'autres questions retiennent notre attention comme celle concernant la conformité et l'interopérabilité des systèmes et des équipements qui doit être examinée, ainsi que la question relative aux avantages de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour renforcer la sécurité routière», a-t-elle expliqué. Mme Derdouri a assuré que «l'Algérie restait disposée à apporter son soutien aux différents secteurs de l'UIT en vue de la tenue de différents événements que compte organiser l'Union à l'avenir soit au niveau international ou régional». N. R.

Algérie Télécom

Nouvelle offre «Idoom Adsl»

Le directeur général d'Algérie Télécom (AT), Azouaou Mehmel, a annoncé à Alger, le lancement officiel d'une nouvelle gamme d'offres Internet haut débit «Idoom Adsl», connexion Internet plus rapide, en illimité avec des débits allant de 1 à 8 Mbps (Mégabit/par seconde). Ces offres s'inscrivent dans le cadre de la nouvelle stratégie développée par l'entreprise et ses équipes pour améliorer les services, a souligné M. Mehmel dans une conférence de presse, ajoutant que ces offres concrétisent en particulier la promesse d'AT d'augmenter le débit pour ses clients. Il s'agit en effet d'un accès illimité à 1 Mbps à 1600DA/mois, incluant notamment un service, le contrôle parental fi@amane et

d'un accès allant jusqu'à 2Mbps à 2100 DA/mois. Les offres proposées aux clients concernent également un accès illimité à 4Mbps à 3200 DA/mois et un accès à 8 Mbps à 5000 DA/mois. Cette nouvelle gamme Idoom Adsl remplace les anciennes offres Fawri, Easy, Anis, Anis+ des clients résidentiels non conventionnés (clients ne bénéficiant de réductions tarifaires).

A travers cette nouvelle gamme, qui sera disponible à partir de dimanche dans l'ensemble du réseau commercial d'AT, cette dernière ne fixe aucune limite de volume et les usages vidéo notamment, de plus en plus demandés par les clients, ne sont pas restreints. Elle offre aussi une connexion avec un accès stable et rapide. C. A.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE OUARGLA
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE
NIF : 097530019110827

Concours d'architecture national

N°04/2014

Suite à Concours d'architecture national N°04/2014 relatif à l'étude et suivi d'un service régional des moyens de télécommunication de la sûreté nationale à Ouargla.

lancé en arabe au journal – Elmihoire Alyawmi le 26/02/2014.

La wilaya d'Ouargla (la direction de l'administration locale) annonce l'infirmité de l'avis d'appel d'offre.

Un système d'échanges de données entre les Banques et les Douanes mis en place

Clin d'œil à l'OMC à la veille de nouvelles négociations

On en parlait depuis des mois, voire des années. C'est aujourd'hui, chose faite. Un nouveau système d'échanges de données entre les Douanes algériennes et les banques étatiques a été récemment mis en place. Selon la direction des Douanes, l'objectif est de permettre une meilleure visibilité dans l'immédiat, concernant le mouvement des versements et de la solvabilité, mais aussi de permettre de dépasser les lourdeurs administratives vis-à-vis des partenaires étrangers dans les affaires de transactions et de commerce international.

Par F. O.

Un protocole a été signé entre les deux parties –banques et Douanes– et doit entrer en vigueur dans l'immédiat. Ce pas a été, de toute évidence, précédé, de la mise en application de logiciels performants et d'un système d'échanges, sorte d'Intranet, entre les services des deux institutions, afin que les données soient en même temps disponibles en temps réel.

Une source à la direction des Douanes nous précise en outre, que cette nouvelle procédure est aussi un clin d'œil fait à l'Organisation mondiale du Commerce pour dire que l'Algérie se met petit à petit au diapason des pays développés et développe d'elle-même ses mesures en vue de réduire au maximum les pesanteurs administratifs qui faisaient défaut et compromettaient largement les chances algériennes pour son adhésion à l'OMC. Le prochain round des négociations avec l'OMC devrait être articulaire car les pourparlers provoquent déjà la polémique. L'Algérie est en effet, appelée à son énième test de négociations avec l'OMC,

depuis le début du processus en 1998. Le ministre du Commerce précisait, il n'y a pas longtemps : « On est à l'arrêt depuis 2008. Nous sommes revenus au dialogue par une décision politique souveraine. Nous poursuivrons les négociations sans précipitation ni tergiversation, bien que cette adhésion comporte des risques pour les entreprises nationales, qui seront soumises fatalement à la concurrence avec des sociétés étrangères plus compétitives. Nous avons mis en place des mécanismes pour protéger notre production nationale. L'adhésion à l'OMC n'est pas un ticket en aller simple. L'OMC cherche à impliquer l'Algérie dans un processus de commerce international, là on est preneur, mais la même organisation souhaite nous voir composer avec des pays avec lesquels les relations diplomatiques sont rompues depuis fort longtemps. Là, ça devient éminemment politique. L'Algérie n'est nullement disposée à engager des relations commerciales avec Israël. Aucune clause de l'OMC ne l'y oblige ».

Selon une étude publiée en fin 2013,



il est dit que la lenteur de l'accession de l'Algérie à l'OMC est révélatrice des contradictions du processus de transformations institutionnelles et structurelles dans lequel est engagée l'économie algérienne. Cette dernière est confrontée à une double problématique: celle d'un pays en développement et celle d'une économie pétrolière peu diversifiée. Ces deux problématiques se recoupent puisque, outre la question de l'emploi résultant de la démographie du pays, le développement économique

s'accompagne d'une diversification productive qui réduirait la dépendance de la croissance algérienne aux fluctuations exogènes de ses ressources en hydrocarbures. Simultanément, de l'articulation des politiques commerciales et industrielles, principaux instruments de la diversification productive, dépend la réussite d'une stratégie de développement. Aussi l'accession à l'OMC est au cœur du régime de croissance en économie ouverte de l'Algérie.

F. O.

Accession de l'Algérie à l'OMC

Benbada évoque «un saut qualitatif»

L'Algérie a réalisé «un saut qualitatif» dans le processus de son accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a estimé, lundi à Genève, le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, affirmant que le travail accompli depuis la précédente réunion informe sur les progrès réalisés. «Sur le plan multilatéral, nous avons fourni les réponses aux questions additionnelles des membres, un nouveau plan législatif révisé selon le nouveau canevas ainsi que les législations et les réglementations promulguées», a indiqué le ministre lors du 12^e round des négociations multilatérales pour l'adhésion de l'Algérie à l'OMC.

Ces documents reflètent les réformes effectuées ou celles envisagées par l'Algérie dans le cadre de la mise en conformité de son régime de commerce avec les accords de l'OMC, a souligné M. Benbada lors de cette réunion.

Selon le ministre, près d'une cinquantaine de textes législatifs et réglementaires ont été adoptés ou sont en cours d'élaboration ou de révision en vue d'adapter le système juridique algérien aux normes mondiales et aux engagements internationaux de l'Algérie, dans le cadre du respect de ses principes et de ses valeurs. M. Benbada a réitéré la disposition de l'Algérie à lever «des crochets concernant certains paragraphes d'engagements contenus dans le projet de rapport du groupe de travail», faisant remarquer qu'elle a «répondu favorablement aux requêtes des membres

du groupe de travail en révisant ses positions sur les périodes de transition souhaitées initialement».

La mise en œuvre de ce processus de réformes «témoigne de l'engagement de notre pays à assurer un environnement sain et concurrentiel fondé sur les règles de notre Organisation», a assuré le ministre. C'est aussi à ce titre qu'«une large concertation a été engagée à l'échelle nationale et qui devrait se traduire par l'établissement d'une feuille de route que nous vous présenterons dans les meilleurs délais», a-t-il ajouté.

L'Algérie sollicite l'appui des membres du groupe de travail

Mais, en dépit des efforts consentis par l'Algérie, des fausses objectives, qui découlent de son statut de pays en développement, continuent encore et nécessitent davantage d'efforts de sa part, a-t-il reconnu, appelant les Etats membres de l'OMC à «une meilleure compréhension et à un appui plus prononcé des membres du groupe de travail». «Cette interaction est indispensable pour l'Algérie pour favoriser une accession rapide qui ne fera que consolider l'universalité du système commercial multilatéral». S'agissant des négociations bilatérales et en réponse aux requêtes écrites des pays intéressés, l'Algérie a présenté une offre tarifaire révisée ainsi qu'une offre révisée relative au commerce des services, a-t-il indiqué. Les deux offres comportent des améliorations

substantielles en matière d'accès aux marchés et serviront de base pour les négociations qui sont programmées du 1^{er} au 4 avril 2014, a expliqué M. Benbada.

Le ministre a fait savoir, par ailleurs, que les accords bilatéraux signés avec Cuba, l'Uruguay, le Brésil, le Venezuela et la Suisse ont été déposés au Secrétariat de l'OMC. Selon M. Benbada, d'autres accords, notamment avec l'Argentine et l'Indonésie «sont sur le point d'être finalisés».

Relativement aux négociations multilatérales sur l'agriculture, l'Algérie a fourni les différents tableaux explicatifs. Une réunion s'est tenue le 3 juillet 2013 et des réponses aux questions suivantes formulées par les membres ont déjà été apportées, a rappelé le ministre. «Pour poursuivre notre progression sur ce volet, l'Algérie marque sa disponibilité pour la tenue d'une nouvelle réunion sur l'agriculture dès que les membres auront examiné nos réponses», a-t-il affirmé. L'Algérie est engagée dans le processus d'intégration au système commercial mondial depuis juin 1987, date du dépôt de la demande officielle d'adhésion au GATT (accord général sur les tarifs et le commerce). Depuis son installation en 1995, le groupe de travail chargé de l'accession de l'Algérie à l'OMC a tenu dix réunions formelles et deux réunions informelles dont la dernière s'est déroulée fin mars 2012. Ce groupe a déjà examiné le régime du commerce de l'Algérie.

H. K/APS



Pêche traditionnelle

Vers son introduction dans les zones côtières éloignées

La Méditerranée algérienne a une pêche artisanale qui se situe parmi les activités à petites pêches et une faible rentabilité. La pêche artisanale en Algérie est une source de vie des pêcheurs complétée dans certains cas par d'autres activités comme l'agriculture et le commerce.

Par Narimane Rezgane

En effet, le secteur de la pêche vise dans sa stratégie de développement l'augmentation de la production, la création d'emplois, le développement des zones défavorisées et l'équilibre régional, la préservation de la ressource biologique, la promotion des investissements et l'encouragement des exportations.

Ainsi, le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, M. Sid-Ahmed Ferroukhi a insisté, dimanche, lors d'une visite d'inspection à la wilaya de Mostaganem, « sur l'accompagnement technique de la pêche traditionnelle dans les zones côtières éloignées, pour contribuer à la pérennité de cette activité créatrice de richesses ».

Dans ce sillage, le ministre a mis l'accent sur « le soutien à la pêche traditionnelle pour améliorer les conditions socioprofessionnelles des pêcheurs en vue de les stabiliser dans leurs régions et de créer la richesse et l'emploi ». Au cours de la présentation d'un exposé sur l'étude de réalisation d'un abri de pêche à Bahara dans la commune de Ouled Boughalem (extrême-est de la wilaya), le ministre de la Pêche a insisté sur « l'encouragement des pêcheurs en leur offrant

les conditions par la mise en œuvre de la feuille de route et l'accompagnement des jeunes au titre des dispositifs de soutien à l'emploi (Ansej et Cnac), ainsi que la formation ».

M. Ferroukhi a souligné dans une déclaration à l'APS que « de tels projets devront générer des postes d'emploi, désenclaver et créer de la richesse dans des zones vierges et riches en ressources halieutiques ». Ainsi le ministre appelle à impliquer des pêcheurs et professionnels lors des phases d'étude et de réalisation de ce projet qui permettra d'accueillir près de 100 embarcations et d'atténuer la tension sur le port de pêche de Sidi Lakhdar.

Une enveloppe de 60 millions de DA a été consacrée à l'étude

Selon les informations fournies, une enveloppe de 60 millions DA a été consacrée à l'étude. Le choix du bureau d'étude se fera avant la fin d'avril prochain et les travaux de réalisation seront lancés dans le cadre du prochain plan quinquennal.

L'étude socio-économique est la plus importante phase de ce projet ainsi que la commercialisation du projet en vue d'insuffler une dimension économique au projet. A cet égard, notons que la pêche n'a jamais eu une importance



économique considérable en Algérie, d'ailleurs, celle-ci n'a procédé que très tardivement à la délimitation des espaces relevant de sa juridiction. Longtemps négligée au profit d'autres secteurs de l'économie, la pêche maritime a cependant connu une évolution sensible et, depuis quelques années le gouvernement a résolument entrepris de dynamiser ce secteur et de le promouvoir.

En outre, rappelons que le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques a lancé, depuis un an, un programme stratégique de développement de la pêche traditionnelle en adoptant des mesures législatives, réglementaires et de formation en plus de l'aménagement des

sites d'embarquement et de la valorisation des moyens de production et de vente.

Il y'a lieu de souligner qu'une convention entre la chambre de la pêche et celle de l'artisanat et des métiers a été signée afin que les professionnels bénéficient de sessions de qualification de raccommodage de filets de pêche.

Vers la réalisation d'une zone aquacole à Stidia.

Le ministre a également inspecté le terrain réservé à la réalisation d'une zone aquacole à Stidia s'étendant sur une superficie de 1 ha de terre et 80 ha en mer au profit d'investisseurs désirant concrétiser des projets aquacoles en cages flottantes de loup de mer,

daurade et mollusques. Chaque promoteur dans ce site, qui peut accueillir quatre investisseurs au maximum, bénéficiera de 1500 mètres carrés en terre pour créer une base de vie qui comportera des chambres de froid, de conservation d'aliments de poissons, de nettoyage de poissons et 20 hectares en mer pour les cages flottantes.

M. Ferroukhi s'est enquis également de la réalisation de deux poissonneries modernes de vente de gros aux ports de pêche et de plaisance de Sidi Lakhdar et de Salamandre (Mostaganem). La wilaya de Mostaganem dispose d'une flottille de pêche de 181 embarcations et recense 4 860 professionnels inscrits.

N. R.

Principaux objectifs du secteur :

- Augmentation de la production : consécutivement aux injections de navires.
- Contribution à la sécurité alimentaire : à travers la disponibilité du produit et sa distribution sur tout le territoire national.
- Création d'emplois : en développant les différents créneaux de la pêche et d'aquaculture.
- Développement rural et équilibre régional : par la contribution au développement des régions enclavées et à la stabilisation de leurs populations.
- Préservation de la ressource biologique : dans le cadre d'une pêche responsable, rationnelle, économique, professionnelle, écologique et durable.
- Promotion des investissements : aussi bien nationaux qu'étrangers,

dans les différentes filières.

- Encouragement des exportations : notamment certaines espèces à haute valeur marchande (crustacés, mollusques, thon rouge, etc.), qui généreront des recettes appréciables en devises.

Actions et mesures :

Dans le cadre de sa stratégie de développement, le secteur œuvre à concrétiser les principales actions et mesures suivantes :

- Une exploitation rationnelle et optimale de tout le potentiel halieutique, dans le cadre du développement durable, conformément au code de conduite pour une pêche responsable.
- L'organisation des activités productives
- La diversification des sources d'approvisionnement du marché en

produits halieutiques, en procédant à l'injection de nouvelles unités de pêche et à la formation, le perfectionnement et le recyclage du personnel marin en matière de prospection et de détection des ressources halieutiques, d'utilisation des équipements de navigation et de télédétection et d'utilisation des engins de pêche et techniques correspondantes.

- Le développement d'une industrie aquacole
- La réhabilitation, le renouvellement et la modernisation de la flottille de pêche ;
- L'aménagement et la réalisation de nouvelles infrastructures d'accueil des activités de pêche et optimisation de l'exploitation des infrastructures et superstructures existantes.

N. R.

Des crédits sans intérêt seront octroyés aux investisseurs

Afin de donner un nouveau souffle et développer le secteur de pêche, l'Etat a décidé de supprimer l'intérêt bancaire sur l'investissement et octroie désormais, des crédits sans intérêt pour les jeunes qui veulent monter des projets dans ce secteur. Le ministre de la Pêche a expliqué que l'application de ce nouveau mécanisme sera possible grâce à l'introduction d'une nouvelle mesure dans la loi de finances pour 2014 et concernera également « les conventions en voie de conclusion avec les dispositifs d'emploi, en l'occurrence Ansej, Angem, Cnac, Andi et Andpme, dont l'objectif est d'accorder des financements aux promoteurs en tenant compte des spécificités du secteur », d'après certains journaux.

N. R.

Boukhanefis (Sidi Bel-Abbès)

Une commune qui fait parler d'elle

Il y a des communes parmi les 52 que compte la wilaya de Sidi Bel-Abbès qui veulent sortir d'une léthargie endormante et ruineuse et c'est le cas de Boukhanefis qui ne cesse d'innover en la matière.

Par Réda Hadi

En effet, les responsables de cette commune viennent d'organiser pour la seconde fois, le grand prix de cyclisme de Boukhanefis et c'est tout à leur honneur en premier lieu ensuite à la ligue de cyclisme de la wilaya. Si la première édition de 2013 a été dédiée à feu Zouaoui Bendida un sportif et maire de la dite commune, cette édition 2014 a été organisée en hommage à feu Bouchentouf Cheikh un ex-sportif de la contrée connu notoirement et ancien garde communal. 114 jeunes et moins jeunes coureurs représentants les divers catégories de la petite reine et issus de 14 clubs venus des sept wilayas ont pris part à cette grande manifestation sportive. Écoles, clubs et associations des différentes régions se sont regroupés à Boukhanefis pour présenter leurs poulains en vue d'une victoire à l'un des quatre circuits que proposait la ligue. En effet, les juniors –seniors devaient parcourir 78 km répartis sur 13 tours de 6 km chacun, les cadets avaient à parcourir 8 tours de 6 km soient 48 km, les minimes devaient rouler sur 30 km répartis en 5 tours de 6 km quant aux benjamins, un parcours de 12 km soit deux tours d'un circuit de 6 km



était choisi pour connaître l'heureux vainqueur. Une seule fille était présente dans la compétition avec les minimes. A la fin de la compétition, une cérémonie de remise de cadeaux et de médailles a été organisée par les principaux initiateurs du tournoi au sein de l'école qui a été choisie par le maire pour offrir repas et boissons aux jeunes coureurs. Un hommage fut rendu à feu Bouchentouf à

travers son fils présent sur les lieux. Une autre récompense, celle la plus symbolique s'est vu offerte par la ligue au maire et à son entourage qui ne ménagent aucun effort pour la réussite du sport en général et du cyclisme en particulier. Notons enfin, que la brigade de gendarmerie et la Protection civile ont accompagné sans faille cette course.

R. H.

Contrebande Constantine

9,5 milliards de DA pour l'AEP

«Les projets retenus au titre de ce programme sont destinés à accroître la capacité de mobilisation du précieux liquide, notamment pour les populations des zones sud et nord de la wilaya», a précisé Ali Hammam. L'opération concerne les communes d'El Khroub, d'Ibn Badis, d'Ain Abid et d'Ouled Rahmoune situées dans la partie Sud et qui bénéficieront aussi de la réalisation de 5 réservoirs d'une capacité globale de 32.000 m3, de 75 km de conduites et de 3 stations de pompage. Dans la zone Nord, ce sont les localités de Didouche-Mourad, de Zighoud-Youcef, de Hamma-Bouziiane, en plus des cités Djebel Ouahch, Ziadia, Emir-Abdelkader et Sakiet Sidi-Youcef, au chef-lieu de wilaya, qui bénéficieront de cette action qui prévoit la réalisation de 4 autres réservoirs totalisant 110 000 m3, 35 km de conduites et une station de pompage, a ajouté le même responsable. L'ensemble de ces actions dont les études techniques seront bientôt finalisées, sera lancé avant la fin de ce premier semestre, selon le même responsable qui a précisé que la concrétisation de ces opérations «permettra d'assurer une alimentation ininterrompue de l'eau potable à travers toutes les communes de la wilaya jusqu'à 2050». M. Hammam a souligné dans ce contexte que la wilaya de Constantine est couverte à hauteur de 71 % en eau potable en continu (24/24) et que la dotation quotidienne par habitant est passée de 155 litres en 2009 à 200 litres actuellement.

R. R.

Oran

Lutte contre les forages illicites

p. 8

Pollution industrielle à Oran

Cinq unités de production fermées

p. 9

Tourisme à la daïra de Boutlélis

Plusieurs projets en vue

p. 9

Wilayas d'Annaba et d'El Tarf

Trop de branchements illicites

p. 10

Oran

Lutte contre les forages illicites

Pour lutter efficacement contre la surexploitation de la nappe phréatique, les services des ressources en eau de la wilaya d'Oran viennent d'instruire toutes les communes pour lutter contre les forages de puits illicites, apprend-on de sources proches de la commission de l'environnement de l'APW.

Par Rédaction régionale

Tout forage doit être soumis à une autorisation délivrée par l'Agence du bassin hydrographique ou la direction de l'Hydraulique, disposition jusqu'à ignorée par les agriculteurs. Des sources proches de ce dossier signalent, par ailleurs, que face à la menace qui touche la nappe phréatique, le nombre d'autorisations délivrées a été revu à la baisse. Pour l'année 2013, sur plus de 400 demandes déposées, nos sources indiquent que seules 280 autorisations ont été délivrées. Le constat établi à l'issue des opérations de contrôle effectuées au niveau de plusieurs communes de la wilaya fait état de la dégradation de la nappe phréatique. Ces opérations ont aussi révélé que quelque 400 puits ont été creusés illicitement dans la wilaya. Aussi, des centaines de forages illicites sont recensés à travers le territoire de la wilaya, notamment dans les communes périphériques (Es-Sénia, Douar Belgaid, Sidi El Bachir, Haï Bouâmama, Aïn El Beïda), qui sont en train de causer des dommages irréversibles pour les ressources naturelles. Les mêmes sources affirment que la quasi-totalité des eaux souterraines,



soit quelque 75%, puisées de la nappe phréatique dans les forages illicites ne sont ni facturées ni déclarées aux services concernés. Les propriétaires des forages «déclarés», en particulier les unités industrielles et les établissements à caractère commercial (hammam, stations de lavage), ne respectent aucunement les clauses du cahier de charges en matière d'exploitation rationnelle des eaux souterraines. La réglementation du 26 avril 2006 insiste sur l'équipement des puits de compteurs pour mesurer les quantités d'eau pompées de la nappe phréatique. Le mètre cube d'eau est facturé à 25 dinars seulement. Il y a lieu de signaler que les forages illicites de puits ont progressé ces dernières années notamment avec

l'arrivée des Syriens spécialisés dans le forage profond avec l'utilisation de sondes artésiennes. Le matériel et les techniques utilisés par ces Syriens sont considérés comme une véritable atteinte à l'environnement. Ces dix dernières années, les autorités de la wilaya d'Oran ont pris des mesures fermes pour procéder à la destruction de tout forage illicite. Un arrêté du wali a été promulgué en 2006 pour procéder au recensement et à la destruction de tous les forages illicites existants à Oran. L'arrêté stipule, entre autres, une saisie d'une durée de six mois du matériel utilisé dans le forage illicite et des sanctions contre les contrevenants, conformément aux dispositions pénales prévues dans ce genre de délit.

R. R.

Ghardaïa

Caravane pour les enfants touchés par les évènements

Le coup d'envoi de la caravane des enfants de Ghardaïa devant sillonner des villes du nord du pays a été donné jeudi par les ministres de la Jeunesse et des sports, Mohamed Tahmi, et de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Souad Bendjaballah. Placée sous le signe de «Pour un lendemain meilleur», cette initiative, fruit d'un partenariat entre les deux ministères, est «porteuse d'espoir» puisqu'elle va permettre aux enfants touchés par les derniers événements de

Ghardaïa, de bénéficier, durant une dizaine de jours de ces vacances de printemps, de visites de plusieurs wilayas du nord du pays, selon les organisateurs. Plus de 430 enfants, âgés entre 6 et 14 ans, vont ainsi sillonner, par autobus et en plusieurs étapes, les villes d'Aïn Témouchent, Tlemcen, Blida et Alger, a-t-on indiqué. Quelque 1 500 enfants du Sud et des Hauts-Plateaux vont bénéficier, durant ces vacances de printemps, de séjours dans des villes du nord du pays, a-t-on appris auprès

des la délégation ministérielle. Les ministres de la Jeunesse et des Sports et de la Solidarité nationale, la Famille et la Condition de la femme, doivent visiter jeudi diverses structures sportives et de jeunesse, ainsi qu'un centre psychopédagogique pour enfants déficients mentaux et un centre pour jeunes déficients mentaux, dans les communes de Berriane, Métlili, Bounoura et Ghardaïa.

C. A.

Bouhamza (Béjaïa)

Aménagement prochain de deux espaces verts

Deux opérations en relation avec l'aménagement d'espaces verts seront prochainement, réalisées dans la commune de Bouhamza, selon le premier responsable de la municipalité. «Nous avons retenu les deux principales agglomérations de la circonscription pour accueillir ces projets. Il s'agit du chef-lieu de la commune et du village Mahfouda», a fait savoir un membre de l'exécutif communal. Selon lui, la concrétisation de ces deux opérations, groupées en un lot unique, sera couverte par des subsides alloués à la collectivité dans le cadre de l'exercice 2013 des plans communaux de développement (PCD). «C'est un projet grevé d'affectation et doté d'une couverture budgétaire sur les compléments PCD», souligne-t-il. Ce projet, le premier du

genre affecté au profit de la commune de Bouhamza, contribuera, sans nul doute, à l'amélioration du cadre de vie au niveau de ces cités enlaidies par l'invasion massive du béton, au détriment des espaces de détente qui se rapetissent à vue d'œil. «Pour une fois, nos responsables ont fait preuve de bon sens, en songeant à nous réconcilier avec une nature dont on aurait jamais dû se départir», déclare un citoyen du village Ifigha, situé en surplomb du chef-lieu. Saluant cette initiative, un autre citoyen du village Mahfouda préconise d'associer, à l'avenir, les paysagistes dans la conception des cités. «Il faut construire des cités intégrées, en réservant une large place pour les espaces de détente», suggérera-t-il.

C. A.

Ouled Djellal (Biskra)

19^{es} journées médico-chirurgicales

Soixante-trois (63) médecins spécialistes effectueront, à titre gracieux, des consultations médicales et des interventions chirurgicales dans le cadre des 19^{es} journées médico-chirurgicales d'Ouled Djellal (Biskra), ouvertes ce week-end. Les praticiens présents, venus de plusieurs structures de santé du pays, animeront également tout au long de cette manifestation de solidarité, devenue traditionnelle à Ouled Djellal, des conférences ouvertes aux professionnels de la santé exerçant dans la wilaya de Biskra, a indiqué à l'APS, le Pr. Abderrahmane Benbouzid, coordonnateur de cette action. La délégation médicale qui sera à pied d'œuvre durant une semaine dans les structures de l'établissement public hospitalier (EPH) Achour-Ziane d'Ouled Djellal, comprend, outre le Pr. Benbouzid, chef

du service orthopédie à l'hôpital de Ben Aknoun (Alger), des spécialistes en gynécologie obstétrique, pneumo-phthisiologie, chirurgie pédiatrique, dermatologie, neurochirurgie, urologie et chirurgie plastique. Le Pr. Benbouzid a également souligné que plusieurs praticiens privés ont quitté, pour quelques jours, leurs cabinets et leurs cliniques pour participer à cette action de solidarité qui cible en particulier les catégories sociales démunies. L'EPH Achour-Ziane d'Ouled Djellal a mis toutes ses installations à la disposition du staff médical volontaire qui bénéficiera également des services des infirmiers et des personnels paramédicaux exerçant dans cet hôpital, a indiqué un responsable de l'EPH, M. Khelifa Teraka.

Tipasa

Mise en service d'une cellule de proximité de solidarité

Une cellule de proximité de solidarité est entrée en service dans la commune reculée de Béni Milek, à 120 km à l'ouest de Tipasa, a-t-on appris samedi, auprès du directeur de l'Action sociale

de la wilaya. Inscrite au titre du programme de la direction visant au renforcement des structures de l'Action sociale à travers la région, cette cellule comprend une psychologue, un sociologue, un médecin

généraliste, et un assistant social. S'expliquant sur le choix de la commune de Béni Milek pour l'installation de la cellule, M. M'henni l'a attribué à l'isolement de la localité montagnaise, considérée,

selon lui, parmi les plus pauvres de la wilaya. Il a ajouté que ses services s'attellent actuellement, au renforcement de la présence des structures de solidarité à travers la wilaya, en ciblant particulièrement les

localités les plus isolées. Outre la cellule de Béni Milek, la wilaya compte trois autres cellules opérationnelles à Bou Ismail, Messelmoune et Hadjout, a signalé le responsable.

R. R.

Pollution industrielle à Oran

Cinq unités de production fermées

Dans le cadre de la lutte contre la pollution industrielle, notamment au niveau des zones industrielles de Hassi Ameur, Bethioua et Es-Senia, 5 unités de production ont été fermées et 22 autres mises en demeure pour non-conformité aux clauses du cahier des charges par les services compétents de la direction de l'environnement

Par Réda Hadi

C'est ce qu'ont tenu à préciser des sources proches de la commission de l'environnement de l'APW. Ces mêmes sources indiquent que la commission chargée du contrôle des unités industrielles classées a pu inspecter 137 unités de production relevant des secteurs des eaux, de la pétrochimie, de l'agro-alimentaire, de la mécanique et du secteur de services, qui déversent et rejettent des produits jugés toxiques en pleine nature. Ces opérations de contrôle régulières de la commission, visent à inciter les responsables de ces unités à se conformer aux normes

régissant le traitement des rejets industriels. L'année dernière, une soixantaine de mises en demeure ont été adressées à des unités industrielles polluantes à différents degrés. Ces unités sont situées essentiellement dans les zones industrielles de Hassi Ameur et d'Es Senia, zones connues pour leurs fortes activités industrielles dont la fabrication des détergents et abrasifs à base des matières premières aussi bien toxiques que hautement dangereuses. Les notifications adressées aux unités polluantes les somment, tout en leur fixant un ultimatum, de se soumettre à la réglementation en vigueur

ont été accompagnées par la fermeture de 13 stations de lavage et de graissage. Pour délivrer des certificats de conformité, la commission en charge de jauger le niveau de propreté du cadre environnemental a été très exigeante en recommandant aux unités concernées par les mises en demeure de se soumettre aux clauses imposées par les cahiers des charges. Les mêmes sources signalent que ces mises en demeure sont souvent dressées pour le rejet des déchets industriels dans des endroits non spécifiques, et le déversement des eaux usées dans la nature, en plus de l'absence d'autorisation



d'exploitation. Pour rappel, la direction de la Petite et Moyenne Entreprise, en charge de la gestion des zones industrielles de la wilaya, a, dans le but de mieux cerner toute la problématique des rejets des usines, dégagé

une manne financière de quelque 50 milliards de centimes dédiés exclusivement aux travaux de réhabilitation des zones concernées et du renouvellement du réseau d'assainissement.

R. H.

Brèves de l'Ouest

Aïn Témouchent

50 logements ruraux pour plus de 1 300 demandes à M'Saïd

La petite commune de M'Saïd, dépendant administrativement de la daïra d'El Amria, une localité côtière isolée à vocation agricole et comptant plus de 6.000 habitants, enregistre un grand nombre de chômeurs, notamment parmi les jeunes. Et pour cause, cette commune manque de structures de développement lui permettant son épanouissement, tel un

lycée, une brigade de gendarmerie, un terrain de sport de proximité et des quotas de logements, notamment le social et le rural. Aussi cette commune a bénéficié de seulement 50 logements ruraux pour plus de 1 300 demandes, soit un grand écart entre la demande et l'offre qui ne peut être comblé aussi facilement. Il en est de même pour les logements sociaux.

Relizane

1 000 pochettes de sang collectées au premier trimestre 2014

A l'occasion de la Journée maghrébine de collecte de sang qui coïncide avec le 29 mars de chaque année, les services médicaux de la wilaya de Relizane ont déclaré avoir collecté pas moins de mille pochettes de sang dans les quatre coins de la wilaya durant les trois premiers mois de l'année 2014, une quantité qui n'a jamais été égalée durant

les années précédentes. Cette quantité de sang met à l'aise les différents services médicaux pour porter aide et assistance aux personnes agressées et victimes d'accidents, aux femmes enceintes, aux malades nécessitant des interventions chirurgicales et ceux souffrant de l'insuffisance rénale.

Tissemsilt

Installation de 143 postes de transformateurs électriques en 2013

Durant toute l'année 2013, il a été procédé par la Sonelgaz à l'installation de pas moins de 143 postes de Transformateurs d'électriques dans les 22 communes que compte la wilaya de Tissemsilt. Cette

vaste opération entre dans le cadre du programme d'urgence qui a été concrétisé totalement, et ce, pour améliorer le cadre de vie des citoyens et mettre un terme aux récurrentes coupures électriques.

Tourisme à la daïra de Boutlélis

Plusieurs projets en vue

Un montant de 10 milliards de centimes a été dégagé par l'Etat au profit de la commune de Aïn El Kerma (daïra de Boutlélis), pour la réalisation des travaux d'une nouvelle route pour Madagh, afin de désengorger le tronçon Madagh et Cap Blanc durant la saison estivale. Il est à signaler que l'étude de ce projet a été faite par un bureau d'étude français depuis plus de deux

ans. Jusqu'à l'heure actuelle, ce projet n'a pas encore démarré selon une source bien informée au niveau de cette commune. Cette nouvelle route devra s'étaler sur environ trente kilomètres, «elle évitera à tous les estivants de détourner le village de Boutlélis qui actuellement connaît un engouement d'automobilistes durant les week-ends» dira la même source. Ce projet entre dans le cadre

d'un accord entre le ministère des Travaux publics et le ministère du Tourisme et de l'Aménagement du territoire. L'objectif est d'encourager les investissements au niveau de ces zones touristiques. Dans le même cadre, la commune de Boutlélis compte réaliser et aménager un parc de loisirs dans le cadre du PSD et d'une Maison de jeunes au niveau de la forêt de M' Sila.

R. R.

Sidi Yakoub et Oued Fodda (Chlef)

Les barrages atteignent leur niveau de remplissage le plus élevé

Les barrages de Sidi Yakoub et Oued Fodda, dans la wilaya de Chlef, ont atteint leur niveau le plus élevé en enregistrant un taux de remplissage respectivement de 100% et 88 % a-t-on indiqué dimanche à la direction locale des ressources en eau. Selon le dernier relevé effectué récemment par les services concernés, le volume d'eau du barrage de Sidi Yakoub a atteint

251,98 millions de mètres cubes, soit presque l'équivalent de sa capacité estimée à 252 millions de m3, a fait observer la même source, ajoutant que des lâchers d'eau ont été effectués pour préserver cet ouvrage hydraulique. Le barrage d'Oued Fodda, pour sa part, a enregistré un taux de remplissage de 88%, avec un volume d'eau estimé à plus de 90 millions m3, a révélé la même

source, rappelant que la capacité de cet ouvrage est de 102,85 millions m3. Au total, plus 342 millions de mètres cubes d'eau sont mobilisés au niveau de ces ouvrages. Le barrage de Sidi Yakoub est destiné à l'alimentation en eau potable et à l'irrigation en même temps, alors que celui de Oued Fodda est destiné à l'irrigation seulement

C. A.

Aïn Témouchent

100 millions de dinars pour l'amélioration urbaine

Une enveloppe de 10 milliards de centimes a été débloquée par la commune d'Aïn Témouchent pour la réalisation des projets de rénovation urbaine, a indiqué une source proche de l'APC d'Aïn Témouchent. Il s'agit d'améliorer de manière significative la qualité de vie dans les quartiers. Cet argent est destiné à financer des opérations réparties à travers la ville d'Aïn Témouchent en traduction des

efforts déployés par les pouvoirs publics pour résorber les retards enregistrés, dus notamment des suites des dernières intempéries. Ce programme donnera également lieu à une importante opération d'embellissement dans la majorité des cités et quartiers. Un programme d'amélioration urbaine, mené ces dernières années à Aïn Témouchent, qui contribue, malgré des retards enregistrés çà et là, à

offrir un meilleur cadre de vie aux habitants des principaux quartiers. Les responsables locaux prévoient d'intégrer de nouveaux projets au renouvellement urbain de la ville et, de ce fait, un financement supplémentaire pour la commune. Par ailleurs, il est attendu la livraison de 02 marchés de proximité avant le début du mois de Ramadhan qui s'annoncerait fin juin.

R. R.

Wilayas d'Annaba et El Tarf

Trop de branchements illicites

Les centres de distribution de Sonelgaz des wilayas d'Annaba et d'El-Tarf font actuellement face à un sérieux problème de piratage d'électricité qui est souvent la cause principale des catastrophes.

Par Réda Hadi

Les centres de distribution de Sonelgaz de ces deux villes connaissent actuellement des pertes évaluées à plus de 40% de la production, soit un taux avoisinant les 60 GW par heure. Selon des sources sûres, cet état de fait est constaté dans plusieurs communes à savoir El Besbès, Drean, El Chatt, El Kala. Situation identique dans les localités de Chaïba, Sidi Amar, El Bouni, Sidi Salem Bouhdid et El Fakharine relevant du

chef-lieu de la wilaya de Annaba. Ainsi la Sonelgaz de la ville d'El Tarf a enregistré des pertes évaluées à plus de 15 milliards de centimes. Face à cette situation épineuse, la société en question a poursuivi en justice une centaine d'indélicats consommateurs des habitations précaires, qui continuent de pirater et user de branchements illicites en électricité. Toujours dans le cadre de lutte contre le piratage d'électricité, quelques

centaines de nouveaux dossiers ont été présentés auprès de la justice dont une douzaine est liée à la destruction et vols des câbles électriques. Dans ce volet, il est utile de souligner que le centre de Sonelgaz de la wilaya d'El Tarf exploite d'ores et déjà un réseau électrique de plus de 2700 km qui alimente plus de 58 546 abonnés en moyenne tension contre un réseau gazier de près de 100 km qui alimente près de 5000 abonnés. Un projet est prévu

pour la rénovation du réseau, l'installation de nouveaux équipements et surtout l'augmentation de la puissance des transformateurs ciblant plusieurs régions de l'Est et sera lancé durant cette année. Concernant les coupures d'électricité qui sont presque courantes dans certaines bourgades de la wilaya, celles-ci sont principalement dues à de nombreux vols de conducteurs et destruction d'isolateurs affirme la même source.

R. H.

Ali-Mendjeli

Cinq sûretés urbaines opérationnelles dès la fin de l'année

Cinq sûretés urbaines, actuellement en phase d'achèvement à la ville nouvelle Ali-Mendjeli, seront opérationnelles «d'ici la fin de l'année en cours», a indiqué à l'APS le chef de sûreté de la wilaya, Mustapha Benaïni. Ces sûretés urbaines, réparties sur autant d'unités de voisinage (UV) sont destinées à «renforcer la couverture sécuritaire à Ali-Mendjeli et à appuyer le travail des deux sûretés urbaines déjà opérationnelles» dans cette agglomération, a déclaré le même responsable. Evoquant «une stratégie locale de déploiement des services de police» dans cette nouvelle ville, M. Benaïni a souligné que ces cinq sûretés urbaines sont inscrites dans le cadre d'un programme portant sur la réalisation de douze structures de même type,

dont le taux d'avancement des chantiers, a-t-il précisé, «oscille entre 10 et 70%». Ces infrastructures, implantées «conformément aux spécificités urbanistiques de la ville» conçues pour «accompagner le développement démographique de cette agglomération appelée à accueillir près d'un demi-million d'habitants, seront réceptionnées au cours de l'année 2015», a-t-il noté. M. Benaïni a également précisé que le chantier de réalisation d'une brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) «vient d'être installé», tandis que le chantier d'un siège de sûreté de daïra pour Ali-Mendjeli, décidé dans la perspective du nouveau statut administratif de cette agglomération est actuellement à «20 % en matière de taux d'avancement». Actuellement,

à Ali Mendjeli, cinq postes de polices, en charge chacun de deux unités de voisinage, appuient la mission des deux sûretés urbaines opérationnelles pour la protection des biens et des personnes, et pour l'amélioration du niveau de lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, dans une ville qui compte à l'heure actuelle près de 300.000 âmes. Les services de la Gendarmerie nationale interviennent également dans la mission de sécurisation d'Ali-Mendjeli (zone relevant de la compétence de la sûreté) dans le cadre d'un «plan d'action combiné». A ce titre, des sections de sécurité et d'intervention (SSI) effectuent quotidiennement des patrouilles dans les vingt unités de voisinage afin de mieux occuper le terrain.

C. A.

Extraction illicite de sable (Skikda)

4 camions chargés interceptés à Aïn Kechera

Des informations sont parvenues aux services de sécurité, faisant état de l'extraction frauduleuse de sable de mer de Oued Z'hor commune frontalière avec la wilaya de Jijel, la prolifération des camions à destination de la plage empruntant à leur retour un chemin vicinal traversant la commune de Aïn Kechera pour éviter la RN 43 où se trouve un barrage fixe de la sûreté de daïra. La solution pour arrêter les pilleurs

fut toute trouvée : dresser un barrage inopiné sur le chemin habituellement emprunté par les transporteurs vers 2 heures du matin ; l'opération a permis aux policiers d'intercepter 04 transporteurs de sable. Cependant, le chauffeur d'un cinquième camion de marque Hyundai chargé de liège qui était parmi le convoi avait pris la fuite, le camion abandonné a été mis en fourrière et une enquête a été ouverte. Selon la cellule de communication de

la DSW, le chauffeur du camion abandonné et son convoyeur ont été arrêtés et conduits au poste pour complément d'information avant de comparaître devant le magistrat instructeur près le tribunal de Tamalous pour vol d'un produit forestier (liège). Signalons au passage que la transformation du liège ne peut se faire qu'au niveau de l'usine de Collo, seule l'enquête déterminera la destination de cette cargaison.

R. R.

Criminalité à Annaba

Les opérations «coups-de-poing» reprennent

Après avoir observé un certain répit ces derniers jours, les éléments des commissariats du centre et de l'Ouest de la ville reprennent du service et traquent, comme à leur habitude les malfaiteurs recherchés, les détenteurs de lames prohibées et les produits hallucinogènes. Toute personne suspecte se voit examiner sa situation et ceux du marché informel qui continuent à hanter la ville en occupant les espaces réservés à la circulation des personnes et des véhicules, se voient établir des dossiers judiciaires et ainsi comparaitront par devant la justice pour exercice illégal du commerce et obstruction de la voie publique. Samedi 29 mars, pas moins de trois commissariats de proximité des 1^{er}, 5^{ème} et 9^{ème} arrondissements avaient entamé dès 11 heures une vaste rafle à travers le centre-ville et la partie ouest de la ville. Cela avait permis d'arrêter deux individus recherchés

et de procéder à l'examen de la situation de 34 autres. Le marché informel, dont les vendeurs à la sauvette sont incorrigibles, a fait l'objet de l'établissement de 24 dossiers qui ont été transmis à la justice. Notons que ces opérations ont dissuadés les malfrats de circuler armés parfois de sabres ou de grands couteaux de boucher. Cette ère semble être révolue puisque les personnes qui font l'objet d'une palpation n'osent plus en porter. Le haut commandement de la sûreté de wilaya nouvellement installé a instruit tous ses éléments de veiller à la sécurité des citoyens ainsi qu'à la préservation de leurs biens et c'est ce qui fut fait. Nous le constatons quotidiennement au tribunal correctionnel et à la vue des nombreuses présentations effectuées. En effet les couloirs du tribunal observent constamment un va et vient de jeunes menottés encadrés par des policiers.

R. R.

Hamma Bouziane (Constantine)

Le bout de tunnel en juin

Le tant attendu tunnel de Hamma Bouziane sera livré à fin juin 2014 et nul doute qu'il contribuera à désengorger le trafic routier à ce nœud gordien qui bloque la circulation. Lancé depuis plus d'une année dans le but de fluidifier la circulation passant par Hamma Bouziane et la RN 27, il connaît actuellement un taux de réalisation de 90 % selon la direction des travaux publics. En effet, le trafic routier venant ou allant vers la partie nord de la wilaya connaît

depuis quelques temps un certain ralentissement qui confine au blocage à certaines heures. Le projet de dédoublement de la RN 27 s'était donc imposé sur cet axe particulièrement sollicité mais cette opération ne pouvait aboutir sans envisager le creusement d'un tunnel dont le coût avait été estimé au départ à 30 milliards de centimes. Le dédoublement de la RN 27, quant à lui, avait été estimé au départ à 80 milliards de centimes mais il a fallu une rallonge de l'ordre de 20 milliards et c'est au total la somme de 100 milliards de centimes qui auront été injectés dans cet ouvrage. Notons que la RN 27 et son ouvrage d'art lorsqu'ils seront livrés d'ici la fin juin contribueront vraiment à désengorger l'axe Constantine - Zighoud Youcef qui connaît actuellement de graves problèmes de ralentissement et de blocage.

C. A.

Pour encourager les jeunes à investir dans la Pêche

La formation et le recyclage sont nécessaires

La formation et le recyclage sont susceptibles d'encourager les jeunes à investir dans la pêche et l'aquaculture, a affirmé à Tlemcen le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi au cours d'une visite de travail dans la wilaya.

Par Hafid Mesbah

Acette occasion, le ministre a souligné que les mécanismes de formation mis en place par l'Etat permettent d'accompagner et d'assister techniquement les jeunes dans la concrétisation de leurs projets de pêche et d'aquaculture.

Il a déclaré, dans ce sens, que la formation permet de régulariser la situation des professionnels de la mer qui ne disposent de documents attestant leurs compétences et leurs aptitudes, tout en signalant le grand acquis dont s'est doté le secteur dans la wilaya, à savoir l'école de formation technique de pêche et d'aquaculture dans la ville côtière de Ghazaouet.

Cette école dispose de deux laboratoires, d'une salle de conférences, de neuf salles de cours, d'une bibliothèque équipée d'un simulateur de conduite des navires, a-t-on indiqué au ministre, qui a visité les différentes structures de cet établissement qui s'est lancé cette année dans la formation de stagiaires et le recyclage des professionnels dont 17 ont achevé leur session de stage et les premiers d'entre eux ont été honorés.

Sid Ahmed Ferroukhi a inspecté, à la plage Akla dans la commune



de Honaine, une ferme aquacole adoptant douze cages flottantes pour la production de près de 600 tonnes de loup de mer et de daurade par an, comme l'a indiqué son gérant soulignant que ce projet a coûté 250 millions de dinars dont 122 millions DA comme soutien de l'Etat et 78 millions DA comme crédit. Cette somme a été utilisée pour financer l'acquisition de matériel et d'équipements dont les cages flottantes et les filets, a-t-on encore signalé, ajoutant que la ferme verra fin mars prochain l'ensemencement d'alevins pour entrer en production à la fin de l'année en cours.

Le ministre a en outre visité l'abri de pêche et de plaisance de

Marsa Ben M'hidi réceptionné en 2010 et qui est prêt à accueillir les professionnels de la mer et leurs embarcations, ainsi que les amateurs de plaisance.

Cette infrastructure d'une capacité d'accueil de 123 embarcations dont 63 petits métiers et 60 bateaux de plaisance est réalisée dans un site touristique drainant un flux de 5 millions d'estivants, qui recèle des ressources halieutiques estimées à 9 000 tonnes de poissons, selon un inventaire de la direction du secteur.

Elle contribuera une fois opérationnelle à la relance de la pêche et de l'activité économique dans la région.

H. M.

SOMMAIRE

Selon le ministre de l'Agriculture

La jeunesse occupe une place importante dans l'économie agricole

Baisse de la facture d'importation des céréales

Un défi pour l'Algérie

Sécurité alimentaire

Les pays africains appelés à se la garantir

Face à l'envahissement du béton

Nouri appelle à préserver les terres agricoles

À des taux d'intérêt bonifiés

La LF 2014 prévoit des crédits d'investissement pour la Pêche

Lire nos articles en pages 12 et 13



Face à l'envahissement du béton

Nouri appelle à préserver les terres agricoles

En vue de la préservation des terres agricoles, qui sont «agressées par le béton et dévoyées de leur vocation par leur transformation en chantiers de construction», le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelouahab Nouri, a appelé à Blida, à l'intensification des efforts, en vue de la préservation des terres agricoles, qui sont «agressées par le béton et dévoyées de leur vocation par leur transformation en chantiers de construction».

«La préservation des terres agricoles de l'envahissement du béton ne relève pas du seul ressort du ministère de l'Agriculture, mais de la responsabilité de toutes les institutions de l'Etat», a-t-il souligné dans une déclaration, en marge d'une visite de travail dans la wilaya.

«Il est impossible d'assister à ces crimes contre des terres agricoles et leur transformation en chantiers de construction, sans la prise d'aucune mesure», a-t-il ajouté, avant de lancer un appel à tous les responsables concernés, afin de «contribuer à la protection de cette richesse, que nous nous devons de préserver pour garantir l'avenir des générations futures».

«En dépit de sa vocation agricole par excellence, la plaine de la Mitidja est menacée par l'avancée du béton»,

a averti à son tour, le directeur de la réglementation foncière et de la protection des domaines, au ministère de l'Agriculture, Ahmed Ani Abdelmalek, dans une déclaration à l'APS, dans laquelle il a estimé qu'il est «temps de mettre un terme aux constructions, en son sein, tant par les opérateurs privés que publics».

S'exprimant sur les terres agricoles laissées en jachère, au niveau de la plaine de la Mitidja, Nouri a fait part d'une action d'inventariage, à leur sujet. «Laisser des terres agricoles aussi fertiles que celles de la Mitidja en jachère, n'honore pas leurs auteurs», a-t-il signifié.

D'autre part, le ministre a fait cas de la remise, à ce jour, de 179 000 actes de concession de terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat, à leur bénéficiaires, à l'échelle nationale, sur un total de 219 000 demandes, soulignant que les 20% restants seront traités «avant fin juin prochain».

Durant cette visite, Nouri a procédé à l'inauguration de deux sièges de brigades forestières à Bougara et Ain Romana, avant une visite d'une exploitation agricole de production de fruits et de plants d'arbres fruitiers, à Beni Tamou, ainsi qu'un complexe agroalimentaire.

H. M.

Sécurité alimentaire

Les pays africains appelés à se la garantir

C'est en augmentant leurs capacités de production, une démarche qui exige «une forte volonté politique» que les pays africains sont appelés à garantir leur sécurité alimentaire, a affirmé à Tunis le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelouahab Nouri.

Intervenant aux travaux de la 28^e session de la conférence régionale de la FAO sur l'Afrique, Nouri a souligné que le NEPAD a «contribué» à la concrétisation du programme de développement agricole en Afrique à travers la réalisation des objectifs tracés et des résultats escomptés.

Le ministre a salué «les progrès réalisés» au cours de la dernière décennie et qui se sont traduits par la hausse du PIB du secteur de l'agriculture en Afrique et un recul du taux de pauvreté et de sous-alimentation.

Nouri a mis l'accent par ailleurs sur «l'insécurité» résultant des conflits locaux et régionaux et entraînant des effets «néfastes» sur le secteur agricole outre les perturbations climatiques et leurs répercussions sur les récoltes.

Il a souligné en outre que le développement de l'agriculture «doit reposer sur deux facteurs essentiels la pérennité et la modernité qui sont à même de garantir «une production abondante de produits agricoles à large consommation, de développer l'industrie de transformation alimentaire et de diversifier l'activité économique dans le monde rural».

H. M.

Selon

La jeunesse prend place in

Les jeunes occupent une «place importante» dans l'économie agricole et rurale en Algérie. C'est du moins ce qu'a annoncé depuis Tunis le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Abdelouahab Nouri

Par Hafid Mesbah

Intervenant aux travaux de la 28^e session de la conférence régionale de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) sur l'Afrique, le ministre a, dans une déclaration rapportée par l'APS, indiqué que le secteur de l'agriculture et du développement rural en Algérie possède d'importantes potentialités, ce qui a permis de créer des richesses et des postes d'emploi dans le cadre de la politique du renouveau agricole et rural.

Les jeunes occupent désormais une «place importante» dans l'économie agricole et rurale dans le cadre des investissements publics et privés, devenus une «réalité» à la faveur de la relance économique, a-t-il précisé.

S'agissant de la contribution des jeunes au développement de l'agriculture, le ministre



a fait savoir que les coopératives et les unités d'élevage ont été encouragées à travers des mesures incitatives, les mécanismes de soutien à l'agriculture, outre le développement des

Facture d'importation de

L'Algérie veut la faire

En marge de la 28^e session de la conférence régionale de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) sur l'Afrique, le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Abdelouahab Nouri, a estimé que l'importation des céréales, notamment le blé, constituait une «préoccupation majeure» pour les autorités algériennes qui aspirent à réduire, dans le moyen terme, la facture d'importation à travers l'augmentation

de la production et garantir la sécurité alimentaire.

Dans ce sens, il a mis l'accent sur «l'intérêt particulier» qu'accorde le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, au secteur agricole qui constitue une «priorité nationale» et pour lequel 200 milliards de DA sont mobilisés annuellement.

En dépit des «efforts consentis» pour l'augmentation de la production qui est passée de 20 millions de quintaux à 50

le ministre de l'Agriculture

es se occupe une mportante dans l'économie agricole



la création d'unités économiques dans le cadre des crédits bonifiés.

Le ministre a rappelé par ailleurs que l'Etat accorde un «*intérêt particulier*» au secteur de la formation, en témoigne les dizaines d'universités réalisées à travers tout le territoire national.

Plus de 1 400 000 étudiants poursuivent leurs études dans différentes facultés, rappelant les mesures prises pour garantir la formation aux jeunes et faciliter leur insertion dans le marché du travail.

Les participants à cette rencontre examineront les questions liées à la sécurité

alimentaire, la lutte contre la pauvreté, la famine et la participation des jeunes africains aux activités de l'agroalimentaire et du développement rural, notamment l'agriculture familiale.

La conférence devrait être sanctionnée par une série de recommandations visant la relance des investissements dans le secteur agricole en vue de créer des postes d'emploi pour les jeunes, notamment la création de projets dans les domaines agricole, l'élevage et la pêche.

H. M.

ives agricoles l'agroalimentaire.
«*renforcées*» Il a également
tatives et des souligné la
la production «*grande affluence*»
industries de des jeunes vers

es céréales

e baisser

millions de quinquante par an, le ministre a estimé que ces quantités «*demeurent insuffisantes*» face à la hausse de la demande et des besoins sur le plan local. Nouri a salué en outre la «*hausse qualitative*» enregistrée dans la production des fruits et légumes grâce aux «*mesures incitatives*» mises en œuvre par l'Etat en faveur des agriculteurs dans l'objectif de «*combler*» les lacunes relevées dans ce domaine.

H. M.

À des taux d'intérêt bonifiés

La LF 2014 prévoit des crédits d'investissement pour la Pêche

Une disposition de la loi de finances 2014 prévoit la possibilité d'octroi, par les banques, de crédits d'investissement à taux d'intérêts bonifiés dans la filière de la pêche et de l'aquaculture, a indiqué à Tipasa le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi.

«*Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une démarche du Gouvernement visant à atténuer les charges des opérateurs du secteur, par leur accompagnement dans les différentes phases de la mise en place*

de leurs projets d'investissement», a précisé le ministre, en marge d'une visite de travail qu'il a effectuée dans la wilaya. La contrepartie attendue de ce soutien de l'Etat est, selon Ferroukhi, tel qu'il l'a signifié aux professionnels du secteur, de «*réaliser des projets qui tiennent compte des impératifs de la préservation des ressources halieutiques, et de la protection de l'environnement et des écosystèmes marins*».

En inspectant, à Tipasa, un projet de réalisation d'une ferme de conchyliculture,

la troisième en son genre au niveau national, le ministre a demandé à son promoteur d'en accélérer la cadence des travaux, en vue d'approvisionner le marché en moules et en huîtres, tout en lui suggérant d'entrevoir la possibilité de dégager un excédent de production pour le destiner à l'exportation. D'un investissement de 130 millions de DA, cette ferme prévoit, à sa mise en exploitation en 2015, de produire annuellement 400 tonnes de moules et 50 tonnes d'huîtres.

H. M.

Société Générale

Le fonds souverain libyen réclame un milliard d'euros

Le fonds souverain libyen a déposé une plainte auprès de la Haute Cour de Londres contre la Société Générale, qu'il accuse d'avoir versé des pots-de-vin à un des proches d'un fils du colonel Kadhafi, des «allégations» jugées infondées par la banque française, a-t-on appris lundi.

Rédaction économique

La Libyan Investment Authority (LIA), qui poursuit la Société Générale, trois de ses filiales et Walid Giahmi, un proche de Seif al-Islam Kadhafi, réclame 1,5 milliard de dollars (1,09 milliard d'euros) de compensations.

«Les investissements et les transactions effectués pour le compte de la LIA ont généré de lourdes pertes en raison de malversations et d'actes de corruption», affirme la LIA dans un communiqué.

Selon la plainte déposée mercredi dernier à Londres, et dont l'AFP a obtenu une copie, la Société Générale a versé au moins 58 millions de dollars à Leinada, une structure basée au Panama et dirigée par Walid Giahmi.

«Les paiements s'effectuaient

en contrepartie de supposés services de conseil» portant sur l'investissement par la LIA de 2,1 milliards de dollars (1,5 milliards d'euros) dans des obligations émises par la Société Générale et plusieurs de ses filiales entre fin 2007 et mi-2009, dénonce le fonds libyen.

Mais «il n'existe aucune indication prouvant que la société Leinada a effectivement produit de services légitimes en relation avec les transactions incriminées», assure-t-il.

«D'autant plus que la Société Générale n'avait nul besoin d'aide, concernant le montage des transactions et les solutions d'investissement, surtout venant de la part d'une personne ne possédant pas d'expertise dans les montages financiers et les transactions sur les



produits dérivés», poursuit-il.

«Société Générale conteste les allégations infondées de la plainte de la LIA», a indiqué à l'AFP la banque française après le dépôt officiel de la plainte par le fonds libyen.

La LIA avait déjà lancé fin janvier une procédure judiciaire contre Goldman Sachs, accusé d'avoir

«délibérément mis à profit» l'inexpérience de ses responsables pour empocher 350 millions de dollars de profit sur un milliard de dollars de transaction.

La Société Générale est également mise en cause dans une enquête ouverte en parallèle par le département américain de la Justice (DOJ). Outre SocGen, elle porte

sur la possibilité que des banques américaines comme Goldman Sachs et JPMorgan Chase, helvète comme Crédit Suisse et des fonds tels Blackstone et Och-Ziff Capital Management, aient violé les lois anti-corruption existant aux États-Unis dans leurs opérations avec le fonds souverain libyen.

R. E.

Suisse

Enquête officielle sur les taux de change

La commission suisse de la concurrence (Comco) a dit, hier, lundi avoir ouvert une enquête sur la manipulation présumée des taux de change par plusieurs grandes banques internationales.

L'enquête vise UBS, Credit Suisse, Zürcher Cantonal Bank, Julius Baer, JP Morgan, Citigroup, Barclays et Royal Bank of Scotland, précise la Comco.

«Il y a des éléments montrant que ces banques se sont entendues pour manipuler les taux de change de certaines devises», dit-elle dans un communiqué.

Au regard des informations dont elle dispose, la Comco ajoute que les principaux taux de change sont concernés.

La Commission avait ouvert une enquête préliminaire en octobre après avoir été informée

d'une possible manipulation du marché des changes par des banques.

Les autorités américaines, britanniques, allemandes et de Singapour ont aussi lancé des enquêtes sur une manipulation présumée du marché des changes, qui ont entraîné la suspension ou le licenciement par plusieurs banques de traders spécialisés dans les changes.

R. E.

Allemagne

Air Berlin dément avoir des difficultés de trésorerie

Air Berlin a dit samedi disposer de suffisamment d'argent frais pour poursuivre ses activités démentant les affirmations d'un groupe d'actionnaires activistes qui reproche à la compagnie aérienne de vouloir masquer ses difficultés financières après un double report de la publication de ses comptes annuels en une semaine. Air Berlin, détenue à près de 30% par la compagnie basée à Abou Dhabi Etihad Airways, a reporté mercredi pour la deuxième fois en une semaine la publication de

ses comptes annuels 2013, disant être en discussions en vue d'une recapitalisation.

«L'entreprise a suffisamment de liquidités et dispose d'une flexibilité supplémentaire grâce à un prêt d'actionnaires encore non utilisé», écrit Air Berlin dans un communiqué diffusé samedi. Michael Kunert, porte-parole du groupe d'actionnaires activistes SdK, a déclaré au Berliner Zeitung qu'il estimait qu'Air Berlin avait enfreint la réglementation en matière de publication annuelle des

comptes.

«Les affirmations de M. Kunert sont inexactes et nous pensons qu'elles nuisent à notre activité», a dit Air Berlin n'excluant pas des poursuites judiciaires à l'encontre de SdK.

La Bafin, l'autorité de régulation financière allemande, n'a pu être jointe dans l'immédiat. Une de ses porte-paroles citée par le Berliner Zeitung a déclaré que les entreprises cotées ont jusqu'à la fin du mois d'avril pour publier les comptes de l'exercice de l'année antérieure.

France

L'investissement et les marges des entreprises toujours en berne

L'investissement des entreprises tout comme leur taux de marge, déjà l'un des plus déprimés d'Europe, ont flanché l'an dernier, mais l'économie française a pu bénéficier d'un petit sursaut du pouvoir d'achat des ménages, selon les chiffres officiels publiés, hier, lundi.

Le taux de marge des sociétés non financières, rapport de l'excédent brut d'exploitation à la valeur ajoutée, a été de 28,1% en moyenne sur l'année contre 28,3% en 2012, a annoncé l'Institut national de la statistique et des études économiques, qui a présenté lundi en détails la performance économique française en 2013.

Les entreprises ont encore réduit leur formation brute de capital fixe, c'est-à-dire leur investissement, de 2,3% l'an dernier, après une baisse de 1,9% en 2012, selon l'Insee.

L'institut a par ailleurs revu à la baisse le chiffre des investissements au quatrième trimestre. Ils ont finalement progressé de 0,5%, contre une hausse initialement annoncée de 0,6% qui avait été particulièrement relevée comme un signe de redémarrage de l'activité. Ce marasme du côté des entreprises s'ajoute à une situation qui reste déprimée sur le front du

commerce extérieur, qui n'a pas du tout contribué à la petite croissance de 0,3% du Produit intérieur brut français l'an dernier.

L'Insee a certes révisé en hausse l'évolution des exportations françaises au quatrième trimestre (+1,3% contre +1,2% précédemment), mais également celle des importations (+0,7% contre +0,5%), et les deux effets se sont neutralisés.

Du côté des ménages, la situation en 2013 s'est avérée un peu meilleure, sans être brillante.

Le pouvoir d'achat des Français est globalement reparti à la hausse, affichant une progression de 0,3%, contre une baisse record de 0,9% en 2012.

Cette hausse cache une évolution contrastée: le pouvoir d'achat s'est bien repris en début d'année, progressant de 1,0% puis 0,5% les deux premiers trimestres, mais a ensuite fléchi, de 0,2% au troisième comme au quatrième trimestre, a précisé l'institut.

Il a par ailleurs revu en baisse le chiffre de la consommation des ménages au quatrième trimestre 2013, laquelle n'a finalement progressé que de 0,4% au lieu de 0,5% selon une première estimation en février.

R. E.

Municipales 2014 en France

Anne Hidalgo devient la première femme maire de Paris

Après des années passées dans l'ombre de Bertrand Delanoë, Anne Hidalgo devrait accéder au siège de maire de Paris lors du prochain conseil municipal.

Synthèse de Réda Hadi



En remportant les arrondissements clés que sont le 14^e et le 12^e, et malgré le basculement à droite du 9^e, elle s'assure une majorité parmi les élus. A 54 ans, elle devient la première femme maire de Paris. La succession de Bertrand Delanoë, «*cela fait plusieurs années que j'y pense en me maquillant le matin*» confiait Anne Hidalgo au Monde. C'est le 4 septembre 2012, après onze années passées dans les pas du maire de Paris, que l'ancienne inspectrice du travail quitte les arcanes de l'hôtel de ville pour se lancer dans la campagne. Un coup de semonce à gauche ! La discrète se lance dans la lumière et double dès le départ les ambitieux de sa

famille politique. Adoubée par le maire sortant, forte de son avance et sans bruit médiatique, elle enchaîne les étapes, rallie ses adversaires internes et les inclut dans son équipe de campagne, pose un accord avec ses partenaires, constitue les listes et le programme. En face, Nathalie Kosciusko-Morizet adopte la méthode opposée. De la primaire UMP jusqu'aux dernières semaines de campagne, la candidate multiplie les coups et dépense autant d'énergie à combattre la candidate socialiste qu'à parer les attaques des dissidents de sa famille politique. «*Nathalie s'est crue plus intelligente que tout le monde*», laisse tomber un ancien ministre sarkozyste. Mais

comme Françoise de Panafieu en 2008 et Philippe Séguin en 2001, l'ancienne ministre s'est noyée dans le marigot de la droite parisienne, entraînée vers le fond par les barons locaux de l'UMP. Depuis onze années qu'elle occupe la fonction de première adjointe à l'Hôtel de Ville, Anne Hidalgo n'a rien oublié de son premier métier : inspectrice du travail. Mais elle a tout appris de la vie politique, de sa violence, encore plus, sans doute pour une femme promise aux plus hautes responsabilités locales. «*Je ne m'attendais pas à la violence des réactions dans mon propre camp, reconnaît-elle. Je ne mesurais pas la violence du parcours initiatique*».

R. H.

Israël

L'ex-premier ministre israélien Ehud Olmert condamné pour corruption

L'ex-maire de Jérusalem a été reconnu coupable ce lundi d'avoir touché des pots-de-vin dans le scandale immobilier Holyland. Un tribunal de Tel-Aviv a condamné lundi l'ancien Premier ministre israélien Ehud Olmert dans une nouvelle affaire de corruption. Ehud Olmert, impassible à la lecture du verdict, a été reconnu coupable d'avoir touché des pots-de-vin dans l'énorme scandale immobilier Holyland à Jérusalem, une première pour un chef de gouvernement en Israël. Maire de Jérusalem de 1993 à 2003, Ehud Olmert est considéré depuis 2010 comme le principal suspect dans cette affaire. Il

aurait, selon l'accusation touché 750 000 shekels, soit environ 156 000 euros. «Nous parlons de corruption et de pratiques obscènes», a déclaré le juge, David Rosen, à la lecture du verdict. Il a dénoncé «un système politique corrompu qui a pourri avec les années (...) et dans lequel des centaines de milliers de shekels ont été transférés à des élus». Ehud Olmert a menti à la Cour pour tenter de ternir l'image du témoin de l'accusation, a ajouté le juge. Ehud Olmert est devenu Premier ministre en mars 2006, succédant à Ariel Sharon, l'ex-homme fort de la droite, qu'il avait convaincu de créer un nouveau parti centriste, Kadima,

en novembre 2005. Leader de Kadima jusqu'en 2008, il a été poussé à la démission du parti et du gouvernement par plusieurs affaires de corruption. En septembre 2012, il a été condamné à une peine légère d'un an avec sursis et à une amende après avoir été reconnu coupable d'abus de confiance dans l'affaire dite du «Centre d'investissement». La justice l'a reconnu coupable d'avoir favorisé, en tant que ministre du Commerce et de l'Industrie (2003-2006), son ex-associé dans un cabinet d'avocats. Il a été acquitté dans deux autres dossiers de corruption.

AFP

LE MONDE EN BREF

Le bilan officiel du glissement de terrain d'Oso passe à 21 morts

Le bilan officiel des victimes du glissement de terrain qui a frappé Oso, il y a une semaine dans le nord-ouest des Etats-Unis, est passé dimanche de 18 à 21 morts, ont annoncé les services d'urgence. Les autorités ne prennent en compte que les victimes localisées et identifiées par l'institut médico-légal. Quatre nouveaux corps ont été localisés, mais n'ont pas encore été comptabilisés. Le nombre de personnes disparues à la suite du glissement de terrain survenu le 22 mars a été abaissé de 90 à 30, avait-on indiqué samedi de source officielle.

Corée du Nord et du Sud: échange de tirs sur la frontière maritime

La Corée du Sud a indiqué lundi avoir répliqué à des salves d'artillerie tirées par la Corée du Nord dans le cadre d'exercices sur leur frontière maritime. Les habitants de l'île frontalière de Baengnyeong ont reçu l'ordre de gagner des abris. «Des obus tirés par la Corée du Nord sont tombés de notre côté (de la frontière) et nous avons répliqué en ouvrant le feu», a déclaré un porte-parole de l'Etat-major des armées sud-coréennes. Les tirs de part et d'autre ne semblaient pas immédiatement avoir été dirigés contre des cibles précises. Les habitants de l'île sud-coréenne de Baengnyeong ont reçu la consigne de gagner les abris, a précisé un responsable local. «Nous exhortons tous les habitants à se réfugier dans les abris sans délai, certains l'ont déjà fait», a-t-il dit.

Turquie: Erdogan promet de faire payer le prix à ses adversaires

Le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a proclamé dimanche sa victoire totale aux élections municipales en Turquie après des mois de critiques et de scandales. Il a aussitôt promis à tous ses ennemis de leur en faire «payer le prix». Au soir du large succès de son parti de la justice et du développement (AKP), l'homme fort du pays a repris sa rhétorique agressive de campagne pour s'en prendre à l'opposition et surtout aux «traîtres» de l'organisation de l'imam Fethullah Gülen, qu'il accuse de comploter contre son régime. «Le peuple a aujourd'hui déjoué les plans sournois et les pièges immoraux (...) ceux qui ont attaqué la Turquie ont été démentis», a-t-il paradé devant des milliers de partisans en liesse à Ankara. «Il n'y aura pas d'Etat dans l'Etat. L'heure est venue de les éliminer», a poursuivi le chef du gouvernement.

Ukraine

Une semaine pour calmer le jeu?

Après des semaines de tensions inédites depuis la fin de la guerre froide, le secrétaire d'Etat américain John Kerry discute dimanche à Paris d'une solution négociée à la crise ukrainienne avec son homologue russe Sergueï Lavrov. John Kerry est arrivé samedi soir à Paris et ce n'était pas prévu. En provenance de Riyad, où il venait d'accompagner Barack Obama, le secrétaire d'Etat était en escale technique à Shannon, en Irlande, lorsqu'il a appris qu'une rencontre était possible dans les heures qui viennent avec son homologue russe, Sergueï Lavrov. Cap donc sur Paris, où Kerry verra séparément Laurent Fabius ce dimanche soir et le chef de la diplomatie russe. Apparemment, il y a la volonté de calmer le jeu. D'autant plus que, mardi, Kerry doit rejoindre à Bruxelles les ministres des Affaires étrangères de l'Otan pour y faire le point sur la situation

en Ukraine et saluer le nouveau secrétaire général de l'Alliance, le Norvégien Jens Stoltenberg. «L'Otan ne doit surtout pas être en première ligne», confie au JDD un diplomate au cœur du dossier. Pas question d'y aller montrer des muscles et d'entrer dans la logique du rapport de force dans laquelle Poutine veut nous entraîner. À Paris, on n'a que moyennement apprécié les déclarations très «brutales» du patron sortant de l'Otan, le Danois Anders Fogh Rasmussen. «Attention à ne pas envoyer des signaux contre-productifs à Moscou», met en garde un officiel français. Pourtant, la situation à la frontière orientale de l'Ukraine reste «délicate et préoccupante», souligne un diplomate américain en poste en Europe. D'après le Pentagone, les quelque 30 000 soldats russes qui s'y trouvent ne s'exercent à aucune manœuvre. Comme s'ils attendaient un ordre.

R. I.

[illegible]

Sudoku N°1004

Comment jouer :

le sudoku est une grille de 9 cases sur 9, divisée elle-même sur 9 blocs de 3 cases sur 3. le but du jeu est de la remplir entièrement avec des chiffres allant de 1 à 9 de manière que :

- Chaque ligne contient tous les chiffres de 1 à 9.
- Chaque colonne contient tous les chiffres de 1 à 9.
- Chaque bloc de 3 x 3 contient tous les chiffres de 1 à 9.

	9	5				7		1
6		7		1				
	8		3		9	5		2
8	7	3		4	6	9		5
		4		2		3		6
9	6	2	7	3	5	1	8	4
3		9	6	8	1	2	4	7
	2		4			6		
	4	6	2	5	3		1	9

Solutions mots croisés n°1003

V	E	R	N	A	C	U	L	A	I	R	E
E	P	O	U	S	A		A	L	O	I	S
N	I	L		T	R	U	C	I	D	A	S
E	L	E	V	E	N	T		M	E	N	U
R	A		I	R	E		S	E	R	T	I
A	I	M	A		M	E	N	A			E
T	E	E		S	A	I	N	T		E	T
I	N	D	I	Q	U	E	S		S	T	O
O	T	E		U	L	M		P	E	A	U
N		E	T	E	X		R	E	C	I	T

Solutions sudoku n°1003

7	5	1	2	8	3	9	6	4
3	6	9	5	4	1	2	8	7
8	4	2	9	6	7	1	5	3
6	2	7	1	9	4	5	3	8
4	8	5	3	2	6	7	1	9
9	1	3	8	7	5	4	2	6
2	3	8	7	5	9	6	4	1
1	9	6	4	3	2	8	7	5
5	7	4	6	1	8	3	9	2

Mots croisés N°1004

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L

VERTICALEMENT

- 1 - Contre-épreuve 2 - Aromatique 3 - Arrentée - Ville de siège 4 - Partie essentielle - Remarquent 5 - Traqueur de rongeur - Cyprinidé décoratif 6 - Reflets - Ancêtre 7 - Marteau de carrier - Tas de dunes - Continent mythique 8 - Désir de naufragé - Table de pressoir - Minuscule seigneur des anneaux 9 - Élément de pieuvre - Feuille de radis 10- Demander un exploit - Les tiers des duos

HORIZONTALLEMENT

- A - Réactivité en action B - Autre nom d'Esau - Baignoires de mandarins C - Supplicieraient D - Créatrice de scène - Il est mûr pour la retraite - Protecteur de cousette E - Colombin - Grande quantité F - Ilot-prison - Hotte de maçon G - Vieux port du Languedoc - Prendra du bon temps H - Demeuré en retard de paiement I - Insecte vampire - Petite bourguignonne - Sous sol J - Son délit influe sur ses actions - Bétaillère pour un crack K - Extirpe - Dans les formes L - A compter désormais - Hardis

Mots cachés N°1004

abolir
cruel
indignes
sacerdotal
accord
daim
inepte
simplification
agneau
debout
ingurgite
souci
aient
diabes
irrite
stable
algale
diminutif
joaillerie
tableau
allure
droits
justifiable
trac
amie
effervescent
lait
wellingtonia
aspect
efficacement
mange
aspire
entra
nantissement

atlantique
exiler
nape
atterri
factionnaire
nazi
auriculaire
fenil
objectivisme
babillard
furtivement
observatrice
bivouac
gadolinium
orfoi
brasserie
gaffe
pacificateur
cheval
habilitation
pagaie
chiquer
haie
parmi
cinq
haillonneuse
qualificatif
client
haler
rabaissement
couver
hier
revenu

r e v u o c b i v o u a c d i a b l e s
t n e c s e v r e f f e r t r a c a i i
n a n t i s s e m e n t u a b o l i r m
e o b j e c t i v i s m e i r r i t e p
m e i s a c e r d o t a l g a l e t s l
e r a t e s u e n n o l l i a h n d s i
s i i a a e f f i c a c e m e n t r a f
s a n b c t e c i r t a v r e s b o r i
i n o l c c i n d i g n e s e f o p b c
a n t e o e n l i e p a r m i l a u t a
b o g a r p e d i l r z d t a c i n c t
a i n u d s p e p b h i a o i n e x r i
r t i s r a t b a a a c a f l m g f e o
m c l o t g e o g i i h i l e i i e v n
h a l e r a i u a f e c i v u r n n e d
n f e a n f b t i i a n i e u c u i n a
t a w m v f r l e t a t t e r r i l u i
a s p i r e a o e s r e u q i h c r l m
a g n e a u h u e u q i t n a l t a u a
i c i n q f r c f j o a i l l e r i e a

Horoscope



Bélier

(21 mars -20 avril)

Votre moral s'améliorera de jour en jour car tout semblera vous sourire pour de bon. Acceptez sans arrière pensée la bonne proposition qui vous sera faite. Vous serez sensible à cette marque de déférence. De nouvelles circonstances favorables améliorent votre dynamisme.



Taureau

(21 avril -21 mai)

Vous aurez sans doute une décision importante à prendre dans vos affaires. Ne le faites surtout pas à la légère. Même si cet acte en apparence anodin ne vous paraît pas tellement important aujourd'hui, il peut avoir des répercussions déterminantes dans un proche avenir.



Gémeaux

(22 mai -21 juin)

Vous pouvez compter sur la chance de retrouver un moral neuf car on vous fera part de certaines dispositions qui vous conviendront parfaitement. Croiser les doigts car cela ne saurait s'arrêter là. C'est une cascade d'événements heureux qui vous attendent.



Cancer

(22 juin -21 juillet)

Vous pouvez avoir confiance, vous saurez assumer sans craintes les responsabilités qui vous seront confiées. Vous saurez trouver l'énergie indispensable à la réalisation de votre mission. Des changements importants sont à prévoir, soyez disponible à toutes les éventualités.



Lion

(22 juillet-22 août)

Une personne que vous avez perdue de vue va vous manquer si vous ne cherchez pas à la retrouver. Vous ressentirez cette séparation comme une frustration que vous ne supportez pas vraiment. Faites les démarches pour cela et vous connaîtrez la joie de son retour.



Vierge

(23 août -22 septembre)

On pourrait avoir des réactions violentes à votre égard. Vous feriez bien de faire attention à tout ce que vous allez pouvoir dire. Préparez-vous à faire preuve de compréhension. Sachez modérer vos affirmations. La situation va évoluer très lentement vers un heureux dénouement.



Balance

(23 septembre -22 octobre)

Vous faites un peu trop confiance à quelqu'un qui tient jamais parole mais vous ne serez pas déçu car vous vous attendiez à cette défection du dernier moment. Vous prenez d'autres dispositions qui vous aideront à obtenir satisfaction.



Scorpion

(23 octobre -22 novembre)

Nul doute à avoir, à propos d'une affaire qui vous revient, vous saurez parfaitement négocier cette opération qui nécessite pourtant énormément de compétences. Votre bonne humeur et votre allant vous conduisent énergiquement dans la bonne direction.



Sagittaire

(23 novembre -20 décembre)

Une affaire importante pourrait se traiter. Tout dépend de la façon dont vous évaluez les choses. Soyez sur vos gardes. Votre jugement ne doit faillir. La prudence est recommandée en de telles circonstances.



Capricorne

(21 décembre -20 janvier)

Avant de prendre une décision importante prenez soin de demander un avis à quelqu'un à qui vous pouvez faire confiance. Cela pourrait vous être très utile car si vous vous trompez vous aurez fait beaucoup d'efforts pour rien. Heureusement la forme est là !



Verseau

(21 janvier -19 février)

Ne vous forcez pas à répondre à une invitation qui ne vous intéresse pas beaucoup. Ce n'est pas votre genre d'accepter une rencontre sans réfléchir, alors restez chez vous ou bien organisez-vous un rendez-vous qui soit plus dans vos goûts.



Poisson

(20 février-20 mars)

Vos finances sembleront menacées par des influences négatives extérieures de votre contrôle. Tout ce que vous pouvez faire c'est préparer un plan d'urgence dans l'éventualité où le pire pourrait arriver. Restez ferme sur vos positions et cela risque de bien s'arranger.

Il possède des capacités surhumaines

Un masque voit et entend ce que vous ne percevez pas

Il permet de voir et d'entendre des choses que l'œil et l'oreille humaine ne sont pas capables de percevoir en temps normal.

Par Lyazid Khaber

Le masque Eidos veut nous donner l'ouïe aussi fine que celle d'un chat et la vision perçante d'un aigle. Ce projet britannique, initié par d'anciens élèves du Royal College of Arts, une école de design, d'art et de communication, recourt à la technologie pour améliorer nos sens. «Notre but est d'étendre le champ des possibles de l'expérience humaine en amplifiant les capacités sensorielles», explique Tim Bouckley, l'un des fondateurs d'Eidos. Il existe deux versions du masque: l'une pour les yeux, l'autre pour les oreilles. Le dispositif visuel, Eidos Vision, se présente comme une énorme paire de lunettes occultantes. À l'intérieur se trouvent deux écrans qui transmettent l'image prise par une mini caméra insérée à l'avant de la monture. Les lunettes sont connectées à un ordinateur qui reçoit la vidéo. Le PC renvoie à l'appareil un effet visuel décomposant les mouvements en temps réel. Sur une personne qui marche, l'écran montre les silhouettes successives de l'individu. Le masque



visuel donne, d'une certaine façon, la capacité de ralentir le temps et d'analyser la trajectoire de cette personne. Eidos Audio ressemble à un masque de théâtre. Il se positionne sur la partie inférieure du visage ainsi que le nez. Des écouteurs couvrent les oreilles et l'utilisateur doit également placer dans sa bouche un appareil qui propage un signal sonore via les os du crâne. Résultat, la personne a l'impression d'entendre les sons à l'intérieur de sa tête puisque l'information lui parvient non seulement par les écouteurs mais également à travers sa mâchoire et ses dents. Eidos Audio ne fait pas qu'amplifier les sons, il permet aussi de les sélectionner. Grâce à une série de microphones directionnels insérés dans le masque, on peut isoler la voix d'une personne parlant dans une foule ou le chant d'un oiseau inaudible dans le brouhaha

d'une ville.

Utilisable dans le tourisme et les concerts

Les applications possibles sont nombreuses. Dans le cadre sportif, le masque visuel pourrait aider à analyser les mouvements des joueurs ou du ballon et de mettre ainsi en place des stratégies et des techniques. «On travaille également avec des agences de tourisme pour envisager comment Eidos peut (...) augmenter l'expérience des gens qui visitent des sites touristiques importants», détaille Tim Bouckley. Le masque auditif serait, lui, utile dans pour le secteur musical. «On travaille avec des musiciens électro pour concevoir une expérience personnalisée de concert», précise Tim Bouckley. L'appareil pourrait en effet isoler la voix du chanteur et des instruments et ainsi entendre moins les cris de la foule.

Aucune date de sortie n'a été annoncée. «On a pour l'instant deux prototypes opérationnels qui montrent le fonctionnement de notre technologie», ajoute Tim Bouckley. Les deux dispositifs ne tiennent cependant pas sur le visage et il faut les tenir avec les mains. Ils apparaissent, pour l'instant, comme des gadgets à utiliser dans une situation donnée et non comme des outils du quotidien. «Nous n'avons pas levé de fonds et n'avons pas l'intention de transformer Eidos en un produit de consommation de masse», explique Tim Bouckley. «Nous nous concentrons davantage sur le travail avec des clients et des entreprises pour voir comment notre technologie va être appliquée. (...) Nous continuerons de développer et d'affiner d'autres technologies similaires qui étendent la perception humaine», conclut Tim Bouckley.

À partir du 1^{er} juin

Le Royaume-Uni légalise les rips de CD

Les progrès ont été très lents en Royaume-Uni en ce qui concerne sa loi sur le copyright pour entrer dans l'ère numérique. Cela a pris deux longues années de procédures législatives pour que le Intellectual Property Office du Royaume-Uni publie enfin la version finale des exceptions de copyright. En termes simples, cela rendrait légal les rip de CDs et les formats de conversion pour les utilisateurs à partir du 1^{er} juin 2014, tant que ces

rips sont utilisés à des fins personnelles et non à fins commerciales. A part ça, les rips de CD peuvent être effectués par des institutions à des fins de sauvegarde ou de recherche. Bien entendu, ce n'est pas la porte ouverte au piratage à outrance, mais les nouvelles mesures qui seront mises en place permettront aux anglais de ripper leurs CDs sans avoir l'impression d'enfreindre la loi. Vous savez ce qu'on dit: mieux vaut tard que jamais !

Sony CP-W5

Le chargeur sans fil a aussi une batterie 5000mAh

Les chargeurs sans fil sont pas vraiment nouveaux, et malgré leur nom, ils ont besoin d'être branchés à une prise secteur afin de fournir assez d'énergie pour charger votre appareil. Cependant, Sony espère changer cela avec le CP-W5, un chargeur portable sans fil qui devrait fonctionner avec les appareils compatibles Qi. Ce qui rend cet appareil particulièrement intéressant, c'est le fait qu'il a une batterie 5000mAh intégrée. Cela signifie que vous n'aurez pas à le brancher à une prise secteur si vous souhaitez charger votre téléphone ou tablette. Cela aide également à éliminer le besoin de câbles supplémentaires que vous pourriez perdre ou oublier d'emporter avec vous. Cependant, quand le CP-W5 est connecté à une source d'énergie, il chargera

la batterie interne et l'appareil en même temps qui vous ferait gagner du temps au lieu d'avoir à charger chaque appareil séparément. Bien entendu, il y a une option de charger votre appareil via micro USB si c'est la méthode que vous préférez. Selon Sony, le CP-W5 a une puissance de 1.0A quand il est utilisé pour charger en sans fil, mais il ira jusqu'à 1.5A quand il est utilisé avec un câble, ce qui devrait aussi être plus rapide. Sony déclare également que le chargeur va incorporer la technologie Hybrid-Gel de la firme qui permettra à la batterie de retenir plus de 90% de sa capacité même après 1000 charges. Le prix n'a pas été mentionné, mais il devrait être disponible en Avril.

Envoyer des textos en marchant

Apple a une idée

Envoyer des textos en marchant, dans la rue, reste une affaire compliquée. Siri est encore loin de ressembler à la voix dont Joaquin Phoenix tombe amoureux dans Her et ne fonctionne pas assez bien pour que son usage se soit répandu. Et marcher les yeux baissés, tant que les trottoirs ne fonctionnent pas comme des tapis interactifs, n'est pas très pratique. Sauf si? Sauf si la solution à laquelle Apple est en train de réfléchir fonctionne. La marque, rapporte Apple

Insider voudrait mettre en place un système de «texting transparent»: cela vous permettrait, pendant que vous êtes en train d'écrire vos messages, de voir en fond d'écran, la rue, grâce à une caméra qui fonctionnerait en même temps que vous écrivez. Un brevet a été déposé aux Etats-Unis pour cette application. Apple Insider y a eu accès. Cela ressemblerait à ça: vos messages s'affichent devant la vraie vie (la vraie vie étant en l'occurrence un arbre).

Victorinox

Il annonce sa nouvelle montre Inox

Victorinox Swiss Army a une toute nouvelle montre pour vous si vous en cherchez une. Il ont présenté une nouvelle collection de montre à Baselworld de cette année en Suisse, et la montre Inox a été décrite comme un compagnon robuste qui durera toute une vie, et chaque Inox a passé une centaine de tests de robustesse avant d'être proposée à la

vente: se faire rouler dessus par un tank, des chutes sur un sol en béton, ou exposée à des températures extrêmes, et être au beau milieu d'une tempête de sable. La Victorinox Inox a en écran en cristal saphir qui est protégé par un cadran légèrement surélevé. Pour faire honneur à la réputation à la robustesse et à la fiabilité des couteaux de l'Armée Suisse, plus de

130 tests d'endurance ont été effectués sur la montre Inox. Elle résiste à l'eau jusqu'à une profondeur de 200 m (660 ft), elle fonctionne à des températures allant de -51 °C à +71 °C (-60 to 160 °F), et elle peut supporter une accélération ou une décélération de 12G. Le prix n'est pas connu pour le moment, mais elle devrait être disponible à partir de Septembre.



TF1

06:45 TFou
08:25 Météo
08:30 Téléshopping
09:20 Météo
09:25 Petits secrets entre voisins
09:55 Petits secrets entre voisins
10:25 Au nom de la vérité
10:55 Au nom de la vérité
11:20 Au nom de la vérité
20:00 Journal
20:35 My Million
20:38 Météo
20:40 Nos chers voisins
20:45 C'est Canteloup
20:55 Person of Interest
Série TV
21:40 Person of Interest
22:35 Person of Interest
Les cinq familles
23:25 Tirage de l'Euro Millions
Autre (5 mn)
23:30 24 heures
aux urgences
Que sont-ils deven

CANAL+

05:30 Rencontres de cinéma
«La Crème de la crème»
05:55 L'effet papillon
06:25 La semaine des Guignols
06:55 Le Before du grand journal
07:20 Zapping
07:28 La météo
07:30 Le petit journal
08:00 Les Guignols de l'info
08:08 La météo
08:10 Zapsport
08:20 Les Simpson
Tous les goûts sont permis
08:40 Lincoln
11:05 La semaine Barré
11:20 Les nouveaux explorateurs
Fred Chesneau aux Comores
20:25 Le petit journal
20:55 Hostages
21:30 Hostages
22:05 Hostages
22:35 Spécial investigation
Attrape-moi si tu peux ! UMP / FN :
la surenchère
23:30 L'oeil de Links

france 2

08:00 Journal
08:10 Télématin (suite)
09:05 Dans quelle éta-gère
«L'Oiseau blanc», de Bernard Decré
(Arthaud)
09:10 Des jours et des vies
09:30 Amour, gloire et beauté
10:00 C'est au programme
10:55 Météo outremer
11:00 Motus
20:40 Parents mode d'emploi
Série TV (2 mn)
20:42 Alcaline l'instant
20:43 Météo 2
Culture Infos (2 mn)
20:45 Apocalypse : la Première
Guerre mondiale
21:35 Apocalypse : la Première
Guerre mondiale
La mémoire vive
22:50 Apocalypse Hitler
La menace
23:45 Apocalypse Hitler
Le Führer
Culture Infos

france 3

07:10 Ninjago
Le guerrier de pierre
07:36 Nos voisins
les Marsupilamis
08:31 Les lapins crétins : invasion
08:44 La chouette & Cie
Rencontre du chouettième type
08:50 Des histoires et des vies (1^{ère}
partie)
09:50 Des histoires
et des vies (2^e partie)
10:45 Consomag
10:50 Midi en France
Depuis Brantôme
20:15 Plus
belle la vie
20:45 Tout peut changer
Automobilistes : les raisons de la
colère
22:40 Météo
22:43 Parlons
passion
22:45 Grand Soir 3
23:50 Le métier de la République
Culture Infos (50 mn)

M6

07:20 La maison de Micker
La maison de Donald
07:45 Princesse Sofia
Scout un jour scout toujours !
08:10 Les blagues de Toto
Toto l'artiste
08:25 Le petit Nicolas
Le cadeau
08:40 Martine
Une journée à la boutique
08:55 Météo
09:00 M6 boutique
10:05 Météo
10:10 La petite maison dans la
prairie
Le sabre et la tête
8:40 100 % mag
20:05 Scènes de ménages
20:50 Vilaine
22:40 Nouveau look pour une
nouvelle vie
Julie et Eve
23:50 Nouveau look pour une
nouvelle vie
Marie-Hélène et Matthieu

arte

06:45 Vox pop
Le rail européen
07:15 Yourope
L'Europe a du talent
07:40 Aux confins du monde
Kimberley, Australie
08:30 X:enius
Le tour du monde des changements
climatiques
08:55 24 heures du Mans 1955
La course de la mort
09:50 L'argent du Vatican
10:50 Escapade gourmande
Ardèche, vins et châtaignes
11:15 Peuples des confins
Le Spitzberg
19:00 Merveilleux jardin
Le réveil du printemps
19:45 Arte journal
20:05 28 minutes
20:45 Silex and the City
Sus aux macho-sapiens
20:50 Dracula
22:55 Les envoûtés
Cinéma (1h50)

TV5MONDE

06:30 TV5MONDE,
le journal
06:45 Le journal de l'éco
06:50 L'invité
07:00 Journal Radio Canada
07:30 Télématin
08:30 TV5MONDE, le journal
08:45 Une brique dans le ventre
09:15 Construire la Suisse
La chapelle éphémère, Saint-Loup
09:30 Chroniques d'en haut
Un village, 40 ans après...
10:00 Flash info
10:05 Kamlahari, les enfants bradés
du Népal
11:00 TV5MONDE, le journal
11:15 Tout le monde veut prendre sa
place
20:25 Objectif aventure
20:30 Journal (France 2)
21:00 Esimésac
22:45 Journal (RTS)
Culture Infos (35 mn)
23:20 La soirée
des Jutra Culture Infos (1h30)

W9

07:30 Wake Up
08:40 W9 Hits
10:10 @ vos clips
11:00 @ vos clips
11:50 W9 Hits Gold
14:45 Body of Proof
Un ticket pour l'enfer
15:45 Body of Proof
Les morsures de l'amour
16:55 Glee
Sur un air original
17:50 Les Marseillais à Rio
Série TV (40 mn)
18:30 Les Marseillais à Rio
19:00 Les Marseillais à Rio
Série TV (50 mn)
19:50 Les Simpson
Papa furax : le film
20:10 Les Simpson
Remplaçable
20:35 Soda
20:50 Limitless
22:50 Enquêtes criminelles : le
magazine des faits divers
Culture Infos (2h05)

france 2

22:50 Apocalypse Hitler



● Genre : Culture Infos

En 1919, l'Allemagne est humiliée par le traité de Versailles. Adolf Hitler, blessé à deux reprises durant la guerre et décoré de la Croix de Fer, devient agitateur politique. Il adhère au DAP, un groupuscule d'extrême droite qu'il transforme rapidement en parti national-socialiste des travailleurs allemands. Goering et Hess sont à ses côtés. Hitler s'est découvert une âme d'orateur. Il prend pour terreau de ses idées le froid, la faim et l'inflation qui épuisent l'Allemagne. En 1923, il tente un putsch contre la république de Weimar.

TF1

20:55 Person of Interest



● Genre : Série TV

La machine, qui semble infectée par un virus, n'a pas donné de numéros depuis près de dix jours. Finch pense qu'elle est toujours active mais incapable de communiquer. En attendant, John offre ses services à Carter qui est consternée par la multiplication des homicides dans son district. Il doit en outre retrouver le riche PDG d'une société de saisies de données qui semble dissimuler une activité bien moins légale.

france 2

20:45 Apocalypse : la Première Guerre mondiale



● Genre : Culture Infos

En 1917, Lénine, 47 ans, quitte la Suisse où il vivait en exil et déclenche la révolution dite «d'Octobre» en Russie. Les communistes y deviennent les nouveaux maîtres et installent une dictature sanglante. L'un d'eux, Léon Trotski, cède sur toute la ligne aux Allemands et signe avec eux le traité de Brest-Litovsk. En mars 1918, en France, la guerre de mouvement reprend sur terre et dans les airs et les Allemands sont à 120 km de Paris. Mais les «Sammies», les soldats américains, arrivent en nombre sur le sol européen et les forces alliées vont de succès en succès.

Organisme publics économiques

AGENCE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT ET DE L'INVESTISSEMENT (ANDI)

Adresse: 27, rue Mohamed Merbouche Hussein Dey - (Siège du CNAT) Alger.
Tél: 213(0)21 77 32 62 - 021 77 32 63
Fax: 213(0)21 77 32 57
E-mail: information@ANDI.DZ
Site web: www.andi.dz

SOCIETE ALGERIENNE DES FOIRES ET EXPOSITIONS (SAFEX)

Adresse: Palais des Expositions - Pins Maritimes - Alger.
Tél: 213(0)21 01 23 - 21 01 35 à 42
Fax: 213(0)21 21 05 40 - 21 06 30
E-mail: safex@wissal.dz
Site web: www.safex.com.dz

AGENCE ALGERIENNE DE PROMOTION DU COMMERCE EXTERIEUR (ALGEX)

Adresse: Route nationale n°5 Mohammadia - Alger.
Tél: 213(0)21 52 20 82 / 12 10
Fax: 213(0)21 52 11 26
E-mail: promex@wissal.dz

DIRECTION GENERALE DES DOUANES

Adresse: Rue Docteur Saâdane - Alger.
Tél: 213(0)21 72 59 59 / 72 60 00
Fax: 213(0)21 72 59 75

CENTRE NATIONAL DU REGISTRE DE COMMERCE (CNRC)

Adresse: Route Nationale n° 24 BP.18

Tél: 213(0)21 20 55 38 / 20 37 53
Fax: 213(0)21 20 37 53 - 20 19 71
Site web: www.cnrc.org.dz

CENTRE ALGERIEN DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE L'EMBALLAGE (CACOE)

Adresse: Route nationale n°5 - Bab Ezzouar.
Tél: 213(0)21 24 31 65
Fax: 213(0)21 24 30 11
Site web: www.cacoe.org

AGENCE NATIONALE DE SOUTIEN A L'EMPLOI DES JEUNES (ANSEJ)

Adresse: 8, Rue Arezki Benbouzid El-Anassers - Alger.
Tél: 213(0)21 67 82 61 - 67 82 38 - 67 82 39

Fax: 213(0)21 67 75 74 - 67 75 87
Site web: www.ansej.org.dz

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATIQUE ET DES STATISTIQUES (CNIS)

Adresse: 17, Rue Mourabi Tounes - Alger.
Tél: 213(0)21 71 56 00
Fax: 213(0)21 71 56 40
E-mail: statistique@douanes-cnris.dz

COMPAGNIE ALGERIENNE D'ASSURANCE ET DE GARANTIE DES EXPORTATIONS (CAGEX)

Adresse: 10 Route Nationale - Dely-Ibrahim - BP.116.
Tél: 213(0)21 91 00 49 / 91 00 51
Fax: 213(0)21 91 00 44 0 45

E-mail: cagex@wissal.dz / cagex@cerist.dz
Site web: www.cagex.dz

INSTITUT ALGERIEN DE NORMALISATION (IANOR)

Adresse: 5, Rue Abou Hamou Moussa - BP.104 RP, Alger.
Tél: 213(0)21 63 96 38 / 42 92 12
Fax: 213(0)21 42 03 96
Site web: www.ianor.org

OFFICE NATIONAL DES STATISTIQUES (ONS)

Adresse: 8 et 10, Rue des Moussebilles - Alger.
Tél: 213(0)21 63 99 74 à 76
Fax: 213(0)21 63 79 55
E-mail: ons@onsieg.ons.dz
Site web: www.ons.dz

Numéros utiles

Renseignements 19
Télégramme 13
Réclamation
Algerie Telecom 18
Police secours : 17
Pompier 14
SOS sécurité: 112
SOS santé: 115

Dans Alger...

Samu: 021.67.16.16/021.67.00.88
Protection civile: 021.61.00.17
Sûreté de wilaya: 021.63.80.62
Gendarmerie: 021.62.11.99/021.62.12.99
Centre antipoison: 021.57.45.45
Ambulance: 021.60.66.66
Assistance express (privée): 021.73.69.69
Dépannage gaz: 021.68.44.00
Dépannage électricité: 021.68.55.00
Service des eaux: 021.58.37.37

Banques

ARAB BANK PLC ALGERIA

Adresse: Boulevard Benyoucef Benkhedda, Sidi Yahia n°46 - Alger
Téléphone: +213 (0) 21.48.49.26 - 48.00.02 - 48.00.03
Fax: +213 (0) 21.48.00.01

ARAB BANKING CORPORATION ALGERIE (ABC)

Adresse: 54, Avenue des Trois Frères Bouadou Bir Mourad Rais, Alger
Téléphone: +213 (0) 21 (L.D) 54.03.45/54.01.83/54.15.15
Fax: +213 (0) 21.54.16.04

BNP PARIBAS EL DJAZAIR

Adresse: 10, Rue Abou Nour, Hydra - Alger
Téléphone: +213 (0) 21.60.39.42/60.39.29
Fax: +213 (0) 21.60.39.29

BANQUE AL BARAKA ALGERIE

Adresse: Hai Bouteldja Houidef, Villa n° 1 Rodead Sud, Ben Aknoun - Alger
Téléphone: +213 (0) 21.91.64.50 à 55/55.35.00
Fax: +213 (0) 21.91.64.57 et 58

BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL (BDL)

Adresse: 5, rue Gaci Amar, Staoueli, Alger
Téléphone: +213 (0) 21.39.28.00/39.52.15
Fax: +213 (0) 21.39.37.99

BANQUE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT (BADR)

Adresse: 17, Boulevard Colonel Amirouche, Alger
Téléphone: +213 (0) 21.64.26.70/63.49.22
Fax: +213 (0) 21.63.51.46

BANQUE EXTERIEURE D'ALGERIE (BEA)

Adresse: 48, Rue des Frères Bouadou, Bir Mourad Rais - Alger
Téléphone: +213 (0) 21.56.25.70/56.30.50

BANQUE NATIONALE D'ALGERIE (BNA)

Adresse: 8, Boulevard Ernesto Che Guevara, Alger
Téléphone: +213 (0) 21.71.35.19/71.47.59
Fax: +213 (0) 21.71.24.24

CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PREVOYANCE (CNEP BANQUE)

Adresse: Lot n°2 Gandi, Kouba - Alger
Téléphone: +213 (0) 21.28.47.38/28.47.67
Fax: +213 (0) 21.28.47.35

CAISSE NATIONALE DE MUTUALITE AGRICOLE (CNMA)

Adresse: 24 Boulevard Victor Hugo, Alger
Téléphone: +213 (0) 21.74.99.06
Fax: +213 (0) 21.73.31.07/74.99.07

CITIBANK

Adresse: 7, Rue Larbi Allik, Hydra, Alger
Téléphone: +213 (0) 21.54.78.21/54.81.40
Fax: +213 (0) 21.54.81.85

CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE

Adresse: 2, Boulevard Colonel Amirouche, Alger
Téléphone: +213 (0) 21.63.56.12/63.56.93
Fax: +213 (0) 21.63.56.98

GULF BANK ALGERIA

Adresse: Haouche Route de Chéraga, BP 26 bis Dely Ibrahim - Alger
Téléphone: +213 (0) 21.91.00.31/91.08.76
Fax: +213 (0) 21.91.02.64

HOUSING BANK FOR TRADE AND FINANCE

Adresse: 16, Ahmed Ouaked, BP 103, code postal n°16320 Dely Ibrahim - Alger
Téléphone: +213 (0) 21.91.87.87
Fax: +213 (0) 21.91.88.78

NATEXIS BANQUE

Adresse: 62, Chemin Drareni, Alger
Téléphone: +213 (0) 21.54.90.20
Fax: +213 (0) 21.54.90.13

SOCIETE GENERALE ALGERIE

Adresse: Résidence EL KERMA 16105 Gué de Constantine B.P 55 Bir Khadem, Alger, Algérie
Téléphone: +213 (0) 21.45.14.00/21.15.00
Fax: +213 (0) 21.45.13.99/21.14.99

TRUST BANK ALGERIA

Adresse: 70, Chemin Larbi Allik, Hydra - Alger - BP 772
Téléphone: +213 (0) 21.54.54.97.55
Fax: +213 (0) 21.54.97.50

Ministères

MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

Adresse: Route Nationale N°1 les vergers BP N°31 Bir Khadem - Alger - Algérie
Téléphone: +213.021.44.99.46 - +213.021.44.99.47
Fax: +213.021.44.97.26
Tél-Fax: +213.021.44.99.59
Site Web: <http://www.massn.gov.dz>
Email: Cellulemassn@massn.gov.dz

MINISTERE DE LA CULTURE

Adresse: 06, Palais de la Culture «Moufidi Zakaria» Plateau des Annassers BP 100 ALGER.
Téléphone: 021 68 44 61 - 021 29 10 10
Fax: 021 29 20 89
Site Web: <http://www.m-culture.gov.dz>

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Adresse: 12, boulevard colonel Amirouche ALGER.
Téléphone: 021.71.71.12
Fax: 021.79.59.86
Web: <http://www.minagri-algeria.org>

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Adresse: 3 Rue Mohamed Belouizdad, Alger, Algérie
Téléphone: 213.21.68.33.50
Fax: 213.21.65.77.78
Site Web: <http://www.mjs.dz>

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Adresse: 4, rue du Caire - Kouba, ALGER.
Téléphone: 021.68.95.00
Fax: 021.58.89.74
Web: <http://www.environnement-dz.org>

MINISTERE DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE ET DE L'ARTISANAT

Adresse: 02, rue Ahmed Bey, Immeuble le Colisée, El-Biar ALGER.
Téléphone: 021 23 05 63
Fax: 021.23.00.81
Site Web: <http://www.pmeart-dz.org>

MINISTERE DE LA POSTE ET DES TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Adresse: 4 BD Krim Belkacem Alger 16027
Tél: 021.71.12.20
Fax: 021.73.00.47
E-mail: contact@mpctic.dz
Site web: <http://www.mpctic.dz/fr/>

Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière

Adresse: 125, Rue Abderahmane Laala El Madania, (16) Alger
Téléphone: +213 (0) 21.67.53.15
Site web: <http://www.sante.gov.dz> / <http://www.sante.dz>

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Adresse: ALGER - 8, Rue de Pékin El-Mouradia.
Téléphone: 021.60.55.60 - 021.60.55.62
Fax: 021.60.67.57
Site Web: <http://www.meducation.edu.dz>

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Adresse: ALGER - 11, rue Doudou Mokhtar - Ben Aknoun.
Téléphone: 021.91.23.23 - 021.79.17.09
Site Web: <http://www.mesrs.dz>

MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

Adresse: 173, rue Didouche Mourad ALGER.
Téléphone: 021.74.07.22
Fax: 021.74.53.83
Site Web: <http://www.mhu.gov.dz>

MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKES

Adresse: ALGER - 40, rue de Timgad - Hydra.
Téléphone: 021.60.85.55
Fax: 021.60.09.36
Web: <http://www.marwakf-dz.org>

MINISTERE DES FINANCES

Adresse: Cité Malki Ben Aknoun - Alger.
Tél: 213(0)21.59.51.51 - 59.52.52
Fax: 213(0)21.59.53.53 - 59.54.54
Site web: www.finances-algeria.org

MINISTERE DES MOUDJAHIDINES

Adresse: ALGER - 2, avenue du Ti Med Ben Arfa - El Biar.
Téléphone: 021.92.23.55
Fax: 021.92.27.39
Site Web: <http://www.m-moudjahidine.dz>

MINISTERE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Adresse: 12, Rue Ali Bedjaoui El -Biar ALGER.
Téléphone: 021.79.11.20
Fax: 021.79.05.15
Site Web: <http://www.mcrp.gov.dz>

MINISTERE DES RESSOURCES EN EAU

Adresse: ALGER - 3, Rue du Caire Kouba.
Téléphone: 021.28.39.01 - 28.39.51 - 28.38.37 - 68.95.00
Web: <http://www.mre.gov.dz>

MINISTERE DES TRANSPORTS

Adresse: 119, rue Didouche Mourad ALGER.
Téléphone: 021.74.06.99
Fax: 021.74.53.16
Site Web: <http://www.ministere-transport.gov.dz/>
<http://www.ministere-transport.gov.dz>

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Adresse: 06, Rue Mustapaha Khalef Ben-Aknoun ALGER.
Téléphone: 021.91.55.47 - 021.91.49.47
Fax: 021.91.35.95.85
Site Web: <http://www.mtp-dz.com>

MINISTERE DU COMMERCE

Adresse: Cité Zerhouni Mokhtar El Mohamadia (Ex. les Bannaniers)
Tél: 021.89.00.74.75 - 85
Fax: 021.89.00.34
Email: contact@mincommerce.gov.dz
Site web: www.mincommerce.gov.dz

MINISTERE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI ET DE LA SECURITE SOCIALE

Adresse: 44, rue Mohamed Belouizdad, Alger 16600 Algérie
Tél: +213 (0)21.63.99.99
Mail: informa@mtess.gov.dz
Site Web: <http://www.mtess.gov.dz>

MINISTRE DE LA JUSTICE GARDE DES SCEAUX

Adresse: 8 place Bir Hakem, El-Biar, Alger algérie
Téléphone: 021 92 41 83 - 021 92 12 60 - 021 92 36 93 à 97
Fax: 021 92 17 01
Mail: contact@mjustice.dz
Site Web: <http://www.mjustice.dz>

MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT

Adresse: 119 rue Didouche Mourad
Téléphone: +213 21 71 45 45 et +213 21 71 47 89
Fax: +213 21 71 46 50
Site Web: <http://www.mta.gov.dz/>

Chiffre d'Affaires

Edité par:

SARL Art of Advertising

Adresse: 86 Rue Aïssa Laâlam - El-Mouradia - ALGER

CB N° : 1130000416-95
N° Int Fisc. : 000416279045535
RC N° : 0968264 B 04
N° Article : 16272951011
Capital Social : 5 000 000,00 DA
Tél/Fax: 021 696 301
Mob. 0661 412 576

acm_communication@yahoo.frDirectrice de publication
Gérante:

Chafika LARBAOUI

Directeur de la rédaction:

Lyazid KHABER

Mail: diredaction@gmail.com

Rédaction:

86 Rue Aïssa Laâlam - El-Mouradia ALGER

Tél / Fax: 021 69 98 09

e-mail:

redactionlca@gmail.com

Publicité:

ANEP

1 Avenue Pasteur - Alger
Tél: 021 737 678 / 737 128

Impression:

SIA Alger

Distribution:

SARL Art of Advertising

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous les articles sauf accord de la rédaction.

Le problème de la Turquie n'est pas Erdogan

C'est l'absence d'une alternative à Erdogan

Dans un contexte où n'existe ni droite ni gauche, l'opposition a été successivement incarnée par l'armée, par l'Union européenne et par le mouvement Gülen. Et il est logique que le parti au pouvoir devienne un parti autoritaire.

Ariane Bonzon

Neuf mois après la violente répression des manifestants de Gezi, puis suite au déluge de révélations et de scandales contre Recep Tayyip Erdogan et son entourage à la veille des élections municipales, l'opposition semblait avoir un boulevard devant elle. Le Premier ministre turc n'avait pourtant pas trop à craindre. Il peut perdre des villes, même la plus importante d'entre elles, mais le reste du pays lui restera fidèle. L'un de ses atouts, l'une de ses forces, c'est justement la faiblesse de ses adversaires.

Le paysage politique turc actuel a été façonné par le coup d'Etat militaire du 12 Septembre 1980. En procédant à une refonte de la société et de ses institutions (la Constitution de 1982 est d'ailleurs toujours en vigueur), les putschistes n'ont pas seulement stoppé les affrontements meurtriers entre groupes d'extrême droite et d'extrême gauche.

Ils ont éliminé de la vie politique la droite et la gauche et autorisé une certaine «dose d'islam» dans la société estimant que cela ne représentait alors pas de danger, puisque les islamistes n'étaient pas impliqués dans les actes de terrorisme des années 70.

Trente-trois ans plus tard, les partis de droite et de gauche «classiques» n'existent toujours pas. Deux formations dominent la scène. L'AKP (parti de la justice et du développement), un parti «néo-islamiste» et conservateur tient lieu de droite. Son chef, Recep Tayyip Erdogan, a étudié dans un imam hatip (collèges religieux, dont le nombre s'est multiplié à la suite du coup d'Etat) et peut être considéré, paradoxalement, «comme l'enfant» du général putschiste Kenan Evren.

Quant au second parti, le CHP (parti républicain du peuple), il est encore largement étatiste, a longtemps été le bras civil de l'armée, laquelle se confondait avec l'Etat et s'en considérait la propriétaire. En phase avec



les militaires qui vivaient en vase clos et craignaient de perdre leurs privilèges, le CHP a surtout défendu le statu quo et s'est opposé à l'intégration européenne.

Aujourd'hui, ce parti représente plutôt les Turcs vivant à l'ouest du pays, dans les milieux urbains et laïcs. Il attire une grande partie de la communauté alévie (qui pratique un autre islam, plus libéral et syncrétique que le sunnisme).

Son chef, Kemal Kılıçdaroğlu, lui-même kurde et alévi, a tenté de restaurer l'image sociale-démocrate du CHP, par ailleurs membre de l'Internationale socialiste. Pourtant, le parti n'a pas encore été capable de se renouveler en profondeur, de se déprendre de cette tradition volontariste républicaine, à l'origine de la révolution kémaliste de 1923, qui considère les masses populaires comme des objets à modeler plutôt que comme des sujets à part entière.

Et personne n'a oublié que le CHP a soutenu l'armée dans sa tentative de coup contre le gouvernement islamo-conservateur en 2007 avant, re-belote, d'appuyer l'establishment judiciaire l'année suivante lorsque celui-

ci a cherché à interdire l'AKP au pouvoir.

En 2001, un an avant la victoire des islamo-conservateurs, le CHP a failli opérer sa mue sur l'intégration européenne. Mais à cause d'une clause sur Chypre, le président du CHP, Deniz Baykal, opère une volte-face quelques jours avant de tenir la conférence de presse dans laquelle il devait l'annoncer.

En revanche à la tête de l'AKP, son adversaire Recep Tayyip Erdogan utilisera l'Union européenne pour gagner en légitimité et se faire élire en 2002.

Hormis la lune de miel entre l'Union européenne et le Premier ministre turc à propos du démantèlement de la tutelle militaire, l'Union européenne a tenu lieu d'opposant au gouvernement AKP. Mais le côté «maître d'école» de Bruxelles, la multiplication de ses exigences (problème kurde, arménien, chypriote, liberté expression, etc) et la distribution de «bons» et «mauvais points» passe très mal dans l'opinion publique. L'Union européenne manque de relais politique à l'intérieur de la Turquie - mis à part les partis kurdes, actifs depuis trente ans mais à l'influence

réduite sur le plan national en raison d'un mode de scrutin défavorable.

Ainsi donc après l'«arbitre ultime» que serait l'armée, ce fut au tour de l'Union européenne d'occuper cet espace politique vacant. Or sans une force politique et complice à l'intérieur, cette opposition de l'Europe à l'extérieur de la Turquie tourne dans le vide.

Un troisième acteur, au sein même de la galaxie islamiste, le mouvement Gülen, vient de prendre la relève de l'Union européenne dans ce rôle d'opposant. En dénonçant l'autoritarisme, la corruption et la politique étrangère du premier ministre turc et de son entourage, cet «opus dei turc» apparaît comme un adversaire sérieux de l'AKP, bien qu'il ne se présente pas aux suffrages des électeurs et ne le souhaite d'ailleurs pas.

Dans ce contexte où n'existe ni droite ni gauche, l'alternance est difficile comme si l'opposition avait été successivement incarnée non par des partis mais par l'armée, par l'Union européenne et par le mouvement Gülen. On comprend mieux dès lors que le parti au pouvoir devienne un parti autoritaire

qui donne toujours la priorité au renforcement et à la survie de l'Etat dans lequel le citoyen n'a pas grande importance.

Mais avec la révolte de centaines de milliers de jeunes - et de moins jeunes - en juin 2013 à partir du parc Gezi puis dans tout le pays, et de nouveau en mars 2014, quelque chose a peut-être bougé. La mobilisation réprimée dans la rue a trouvé un prolongement politique sur les réseaux sociaux, à leur tour étroitement surveillés.

La dynamique interne qui avait manqué à l'Union européenne est-elle apparue? Peut-être. A condition par exemple que le CHP procède à son aggiornamento et devienne un vrai parti social-démocrate pro-européen ou que le nouveau «parti de la démocratie du peuple» (HDP), qui rassemble l'opposition de gauche et l'opposition kurde issues de Gezi au nom des valeurs européennes (pour les libertés individuelles, contre l'autoritarisme, etc) s'enracine véritablement dans le paysage politique. Ce qui devrait prendre au moins quelques années mais permettrait qu'existe enfin une alternative politique.

Lu sur Slate.fr

Bourse

Wall Street veut être rassurée sur la croissance

Wall Street a besoin d'être rassurée sur la solidité de la croissance américaine pour repartir de l'avant après une série de déceptions sur les indicateurs d'activité attribués à un hiver particulièrement rigoureux.

Un apaisement des tensions liées à la crise ukrainienne avec l'ouverture diplomatique matérialisée par la rencontre dimanche à Paris entre le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov et le secrétaire d'Etat américain John Kerry pourrait aussi conforter les investisseurs.

La statistique de l'emploi de mars, attendue ce vendredi, devrait révéler une nouvelle progression des créations d'emploi attendues à 200.000 par les économistes interrogés par Reuters, après 175.000 en février et 129.000 en janvier.

Les indices ISM des directeurs d'achat des secteurs manufacturier et des services pour l'ensemble

de l'économie américaine en mars, publiés mardi et jeudi respectivement, devraient aussi faire ressortir une amélioration par rapport au mois précédent.

Ces indicateurs pourraient achever de convaincre les investisseurs que le récent affaiblissement de l'activité aux Etats-Unis a résulté de conditions climatiques inhabituellement rigoureuses sans remettre en cause la solidité de la reprise.

Ils devraient aussi conforter la Réserve fédérale dans sa stratégie de réduction progressive des injections de liquidités, l'attention des investisseurs se portant de plus en plus sur le calendrier du relèvement des taux directeurs.

La confirmation d'une accélération des créations d'emploi sera déterminante pour permettre aux principaux indices - Dow Jones et S&P 500 - de sortir par le haut des marges de fluctuations assez étroites dans lesquelles ils évoluent depuis le début du mois après leur net rebond de février.

«Nous pourrions avoir une grosse bonne surprise. L'hiver polaire est derrière nous et je crois que nous pourrions avoir une amélioration des chiffres de l'emploi nettement meilleure qu'attendu», a déclaré Doug Cote, stratège de marché de la filiale américaine d'ING Asset Managemement.

Les ventes de voitures et l'enquête ADP sur l'emploi dans le secteur



privé au mois de mars seront aussi publiées cette semaine de même que les chiffres du commerce extérieur pour le mois précédent. Les données sur les échanges avec la Chine

seront particulièrement suivies alors que la récente faiblesse des exportations chinoises a alimenté les inquiétudes sur un ralentissement de la deuxième économie mondiale

Suisse

Le baromètre du KOF recule légèrement en mars

Le baromètre conjoncturel du KOF a reculé en mars, suggérant que l'économie suisse devrait continuer de croître mais que son expansion pourrait légèrement ralentir, a indiqué lundi le centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'École polytechnique fédérale de Zurich.

Ce baromètre, qui donne une indication sur l'évolution à court terme du produit intérieur brut de la Suisse, a cédé 0,04 point en mars pour s'établir à 1,99 point, ont précisé les chercheurs du KOF dans un communiqué.

Ce baromètre marque donc le pas après avoir progressé pendant onze mois d'affilée. En février, il avait atteint 2,03 points, soit son plus haut niveau depuis juillet 2011.

Les chercheurs du KOF ont souligné qu'en se maintenant aux alentours de 2 points, le baromètre indiquait que la conjoncture suisse restait orientée à la hausse.

«Mais son expansion pourrait se voir légèrement ralentie dans un proche avenir», ont-ils commenté dans le communiqué.

Décomposé en plusieurs modules, le volet dit PIB principal de ce baromètre accuse un léger recul. Son affaiblissement s'explique avant tout par la détérioration du modèle sous-jacent concernant les exportations vers l'Union Européenne, le premier partenaire commercial de la Suisse. En revanche, l'industrie suisse et la consommation suisse affichent une légère tendance à la hausse.

Le module crédit affiche également un léger recul tandis que le module construction stagne.

Dans leurs prévisions de printemps, publiées vendredi, les chercheurs du KOF avaient revu à la baisse leurs estimations de croissance pour le PIB de la Suisse, notamment en raison du vote sur la limitation de l'immigration.

Pour l'année en cours, ils avaient dit s'attendre à une progression du PIB de 2%, contre 2,2% auparavant. Le texte adopté le 9 février par les électeurs suisses, dont les modalités d'application restent encore à définir, accroît les incertitudes concernant les décisions d'investissement. L'activité dans la construction devrait également ralentir, avaient-ils souligné.

Zone euro

L'inflation ralentit de nouveau en mars et ressort en deçà des attentes

La hausse des prix a encore ralenti en mars dans la zone euro. Le chiffre officiel, tout juste dévoilé par Eurostat, ressort à 0,5 % sur un an (estimation flash), contre 0,7 % en février et 0,6 % attendu par le consensus. Pour le sixième mois d'affilée, l'inflation est prise au piège de la « zone de danger », située en deçà de 1 %. Cette donnée ne devrait pas laisser la Banque centrale européenne (BCE) insensible. Son conseil des gouverneurs se réunit cette semaine, et rendra sa décision de politique monétaire en tout début d'après-midi.

La BCE attendue de pied ferme jeudi

Depuis quelques jours

déjà, le marché parie sur une annonce de part de l'institution monétaire, pourquoi pas une baisse des taux directeurs, une bascule du taux de dépôt en territoire négatif ou une éventuelle politique de rachats d'actifs, type QE (quantitatif easing) à « l'européenne ». Ce que poussent les investisseurs à élaborer un tel scénario, ce sont les chiffres publiés en fin de semaine dernière en Espagne et en Allemagne. Ils montrent une baisse des prix à la consommation en Espagne, la première depuis octobre 2009, et un ralentissement de l'inflation plus fort que prévu outre-Rhin durant le mois de mars.

Bourse Direct : actualités et bourses en temps réel

Les indices	Devise-Mat.1ere	Var %
CAC Mid 60	9 390	+0,30%
SBF 120	3 454	+0,00%
FTSE100	6 629	+0,20%
DAX(Xtra)	9 589	+0,02%
DJIA	16 323	+0,36%
Nasdaq	4 156	+0,00%
Future CAC	4 407	-0,06%

Palmarès CAC40-SBF120

ALSTOM	19,61	+1,11 %
ACCOR	37,37	+1,00 %
SAINT GOBAIN	44,02	+0,84 %
VALLOUREC	39,59	+0,75 %
DANONE	51,54	-1,17 %
VEOLIA ENVIRON.	14,43	-0,79 %
ALCATEL-LUCENT	2,86	-0,69 %
CARREFOUR	28,05	-0,62 %

Problèmes de tension d'électricité

Près de 450 milliards de dinars pour y remédier

Pour mettre fin aux calvaires des abonnés ayant souffert durant l'été 2012, la Sonelgaz a décidé de mettre les bouchées doubles, en lançant un programme d'actions, pour en finir avec les récurrents coupures d'énergie, en axant principalement son action par une augmentation de la production d'électricité.

Par Khatir Hakim

Il faut se rappeler surtout que ces coupures ont engendré différents problèmes domestiques, qui ont fait que, des citoyens ont eu leurs appareils électroménagers détruits. Aussi et selon le directeur général du groupe Sonelgaz, Noureddine Bouterfa, un investissement de près de 450 milliards DA en 2014 a été dégagé pour améliorer ses prestations et éviter les coupures et les délestages durant l'été au niveau national. «Le volume permettra de soutenir et de renforcer le secteur de production, du transport et de la distribution d'électricité au niveau national, surtout en saison estivale», a affirmé M. Bouterfa en marge de sa visite de travail dans la wilaya de Tlemcen rappelant que le groupe Sonelgaz avait investi en 2013 environ 400 milliards DA dans ce sens. Sur le plan local, le directeur général du groupe Sonelgaz a noté que la majorité des programmes élaborés au profit de la wilaya de Tlemcen ont été réalisés permettant d'accroître le niveau de couverture en gaz à 75%. Le reste, soit



25%, sera réalisé courant de l'année 2014 ou au début de l'année prochaine. Le directeur de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Tlemcen a souligné, pour sa part, que le programme d'urgence, élaboré par les services techniques pour la période estivale, a porté sur la réalisation de 249 transformateurs électriques en vue de renforcer l'alimentation en énergie électrique à travers le réseau de la wilaya. Ces réalisations font partie d'un total de 390 unités qui seront réalisés à l'avenir. La direction de Sonelgaz au titre du même programme, prévoit de réaliser des transformateurs mobiles au niveau des quartiers et des collectivités locales.

Le taux de couverture en énergie électrique dans la wilaya est de 98% pour atteindre 99% à la fin du quinquennat en cours. Lors de sa visite de travail, M. Bouterfa a contrôlé le centre de transfert de haute tension de Sidi Boudjenane qui alimentera, une fois mis en service, les dairas de Bab El Assa et Marsa Ben M'hidi (cinq communes), et la station de dessalement de l'eau de mer de Souk Tléta. L'enveloppe financière réservée à ce projet s'élève à plus de 947 millions DA. A Béni Boublène (Mansourah), le DG de Sonelgaz a inauguré un transformateur mobile destiné à fournir l'électricité à des habitations de la commune et à des édifices publics,

dont la piscine olympique et la grande mosquée de haï «Imama», avant de donner le coup d'envoi de l'exploitation du réseau de gaz au profit de 233 foyers à Ain Fettouh (commune d'Ain Ghraba).

K. H.

LE CHIFFRE DU JOUR

41

La Commission nationale de supervision de l'élection présidentielle du 17 avril (CNSEL) a statué, depuis le début de la campagne électorale, sur 41 notifications liées essentiellement à l'affichage anarchique, a appris hier, le journal électronique, L'Econews auprès du vice-président de la commission, Yaakoub Moussa.

Déclaration du jour

Zohra Derdouri, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication,

«La réforme du secteur en Algérie traduit la volonté et l'engagement de mon pays à mettre en place une société de l'information inclusive et à bâtir une économie numérique fondée sur le savoir»



Erratum

Dans notre édition du samedi 29 mars, une erreur s'est glissée dans le surtitre de l'article publié sur cette même page : « 6^{ème} session de formation du club de presse d'Ooredoo », au lieu de 6^{ème} il fallait lire 46^{ème}. Nous nous en excusons auprès des concernés et de notre lectorat.

Visite de John Kerry en Algérie

Les précisions du MAE

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Chérif, a affirmé dimanche, à Alger, que la visite du secrétaire d'Etat américain John Kerry en Algérie, mercredi et jeudi prochains, s'inscrivait dans le cadre du «dialogue stratégique» entre les deux pays et de la consolidation de leur coopération. «La visite de M. Kerry en Algérie permettra de développer et de consolider le dialogue stratégique entre l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique», a indiqué M. Benali Chérif dans une déclaration à la presse, faisant remarquer que les relations algéro-américaines connaissent une évolution croissante,

citant, à ce propos, le dialogue stratégique entre les deux pays désormais institutionnalisé. Concernant l'ordre du jour de cette visite, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a précisé qu'il portera sur tous les domaines de coopération bilatérale liés notamment aux aspects politique et économique ainsi qu'à la promotion de l'investissement. Des questions régionales et internationales d'intérêt commun et les relations algéro-américaines «étroites» en matière de lutte antiterroriste seront au programme de la visite, a ajouté le porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Le Chiffre d'Affaires

Votre journal sur Smartphone et Tablettes !



Téléchargez l'application Le Chiffre d'Affaires sur notre site www.lechiffredaffaires.net gratuitement

